

Dossier WikiLeaks

N° 3 du 26.12.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_wikileaks.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

Vers le contrôle d'Internet - Rôle de Wikileaks dans la « fabrique de la contestation »

Wikileaks : héros ou escrocs ?

1 Pays

France

Le Monde « oublie » un document WikiLeaks sur... les médias français.

Israël

Djerrad Amar : Israël, l'un des rares pays épargnés.

Irak

Wikileaks : Armes en Irak, les estimations erronées d'Israël.

Liban

Ibrahim al-Amine : Le « 14 mars » dans le Wikileaks « libanais »:Des informateurs du dixième rang.

Yémen

Wikileaks : les stocks radioactifs du Yémen sont des cibles faciles pour Al-Qaïda.

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

2-1 Vidéo : Wikileaks et Cantona servent-ils à quelque chose?

L'avis de Michel Collon

http://www.dailymotion.com/video/xg7v0u_wikileaks-et-cantona-servent-ils-a-quelque-chosey_news#from=embed

2-2 Wikileaks, le faux-monnayeur de l'information.

2-3 Julien Salingue : La tempête Wikileaks et la girouette.

3 Dossier

3-1 Ne tirez pas sur le messenger qui révèle des vérités qui dérangent.

3-2 Cecilia Escudero : Qu'est-ce que Wikileaks?

3-3 Julian Assange: « Nous allons publier des informations sensibles sur la guerre de juillet 2006 ».

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

5-1 Jonathan Azaziah : Wikileaks ?

5-2 Alain Gresh : La prochaine guerre.

Tiré à part

Vers le contrôle d'Internet - Rôle de Wikileaks dans la « fabrique de la contestation »

Le contrôle d'internet est l'un des objectifs de la « Guerre de l'Information » dans laquelle Wikileaks/ Julian Assange joue un rôle prépondérant mais aussi dans la « fabrique de la contestation » ce qu'analyse avec justesse et clairvoyance Michel Chossudovsky dans « Who is Behind Wikileaks ».

Actuellement l'ONU fait l'objet de pressions de la part d'un certain nombre d'états membres pour créer en son sein un organisme pour « faire la police » sur internet. Ces pays évoquent les fuites de Wikileaks comme raison principale d'un contrôle plus strict d'internet.

La demande vise la création d'un « groupe de travail » qui comprendrait seulement des responsables gouvernementaux qui discuteraient entre eux comment établir un consensus dans leur « politique publique internationale » pour internet. En d'autres termes les gouvernements seraient amenés à décider de ce qui serait effectivement publié sur internet.

Alors il y a-t-il derrière tout le buzz médiatique des « fuites » de Wikileaks **un plan visant à limiter la liberté de publication sur internet ?** Le Pentagone a déjà qualifié Assange de « cyber terroriste » on parle de poursuites contre lui aux US pour « espionnage ».

Alors des « fuites » orchestrées sur internet pour réclamer plus de contrôle et à long terme le monopole des médias de masse complices sur tous les contenus internet devenu payants ?

Dans un article publié le 13/12/2010 sur Global Research intitulé « [Who is Behind Wikileaks](#) » - Qui est Derrière Wikileaks- Michel Chossudovsky fournit des informations clés sur cette organisation et en conclusion donne un avis clairvoyant sur ce processus de « fuites ».

Ci-dessous traduction du paragraphe « Manufacturing Dissent ».

... « **Fabrique de la Contestation** »

Wikileaks présente les caractéristiques essentiels d'un processus de « contestation fabriquée ». Il cherche à exposer les mensonges du gouvernement. Il a publié d'importantes informations sur les crimes de guerre US. Mais une fois que le projet a été intégré dans le moule du journalisme de masse il est utilisé comme un instrument médiatique de désinformation.

« C'est dans l'intérêt des élites des multinationales d'accepter la contestation et les protestations comme un élément du système tant qu'elles ne menacent pas l'ordre social établi. L'objectif ce n'est pas de réprimer la contestation mais au contraire de façonner et modeler le mouvement de protestation pour établir les limites externes de la contestation. Pour maintenir leur légitimité les élites économiques favorisent une opposition limitée sous des formes contrôlées... Cependant pour être efficace le processus de la « fabrique de la contestation » doit être prudemment régulé et contrôlé par ceux qui sont visés par le mouvement de protestation »

Voir Michel Chossudovsky "["Manufacturing Dissent" : the Anti-globalization Movement is Funded by the Corporate Elites](#), September 2010

Ce que l'examen de ce projet Wikileaks suggère aussi c'est que les mécanismes de la propagande du Nouvel Ordre Mondial sont devenus de plus en plus sophistiqués surtout en ce qui concerne son agenda militaire. Désormais ils ne reposent plus sur une suppression directe des faits concernant les crimes de guerre des US-OTAN. Ils ne nécessitent plus non plus que les responsables gouvernementaux aux échelons les plus élevés dont la secrétaire d'état soient protégés. Ils peuvent être remplacés. Les politiciens du Nouvel Ordre Mondial sont d'une certaine façon « jetables ». On peut les remplacer. Ce qui doit être protégé et soutenu ce sont les intérêts des élites économiques qui contrôlent l'appareil politique dans les coulisses.

Dans le cas de Wikileaks, les faits se trouvent dans les données bancaires ; un grand nombre de ces faits particulièrement ceux concernant les gouvernements étrangers servent les intérêts de la politique étrangère US. D'autres faits ont tendance d'un autre côté à discréditer l'administration des US. En ce qui concerne les informations financières la publication de données concernant une banque en particulier à l'instigation de Wikileaks, par une institution financière rivale, pourrait être potentiellement utilisée pour déclencher l'effondrement ou la banqueroute d'une institution financière ciblée.

Tous les faits-wiki sont sélectivement rédigés, puis ils sont « analysés » et interprétés par des médias qui sont au service des élites économiques.

Tandis que les nombreux morceaux d'informations contenus dans la banque de données de Wikileaks sont accessibles, le public dans son ensemble ne prendra pas la peine de consulter et scanner ces informations de la banque de données de Wikileaks. Le public lit les sélections d'informations rédigées et les interprétations présentées dans les principaux organes de presse.

Ce qui est présenté c'est une vue partielle et biaisée. La version rédigée est acceptée par l'opinion publique car elle est basée sur ce qui est défini comme « une source fiable » alors qu'en fait ce qui est présenté dans les pages des principaux journaux et chaînes TV ce sont des distorsions fabriquées et compliquées de la vérité. Des formes limitées de débat critique et de « transparence » sont tolérées tandis qu'il s'agit de faire accepter par le public dans son ensemble la politique étrangère des US, incluse leur « guerre contre le terrorisme ». Pour ce qui est d'une grande partie du mouvement anti guerre US, cette stratégie semble avoir réussi : « nous sommes contre la guerre mais nous soutenons la guerre contre le terrorisme ».

Ce que cela signifie c'est que la vérité dans les médias ne peut exister qu'en démantelant l'appareil de propagande — i.e. Casser la légitimité des médias de masse qui soutiennent les vastes intérêts des élites économiques de même que les plans militaires mondiaux de l'Amérique.

A notre tour nous devons nous assurer que la campagne contre Wikileaks aux US, se servant de la loi sur l'Espionnage de 1917 ne sera pas utilisée comme moyen de mener une campagne pour contrôler l'internet. C'est pour cela que nous devons aussi rester fermes pour empêcher les poursuites judiciaires de Julian Assange aux Etats Unis. »

dimanche 19 décembre 2010

[Zone-7](#)

(Source : [Planète Non Violence](#))

Wikileaks : héros ou escrocs ?

J'ai résisté pendant plusieurs semaines aux sirènes du buzz "Wikileaks" ; mais mes fils RSS se sont inexorablement remplis à 80% d'articles directement ou indirectement liés à ce sujet. J'ai donc décidé de boire la tasse jusqu'au bout, et de m'offrir une cure intensive de Wikileaks avant de passer à autre chose. Le lecteur légitimement agacé de la récurrence de ce sujet pourra arrêter ici la lecture de ce billet.

Commençons par un focus sur la naissance mouvementée de Wikileaks, qui en dit déjà long sur les orientations du projet.

4 octobre 2006 : Wikileaks.org est enregistré par John Young, co-fondateur de Wikileaks et fondateur de Cryptome.org, autre site bien connu pour dévoiler des documents confidentiels. Le projet Wikileaks ne possède à ce stade aucun site web ni aucune visibilité extérieure : tout se passe sur une liste de diffusion privée, où les premiers membres définissent de concert les lignes directrices du projet. Le principe fondateur est de dévoiler des documents confidentiels dérobés à des gouvernements, mais pas n'importe lesquels : **"les gouvernements autoritaires non-occidentaux"** ["our focus is on non-western authoritarian regimes"]. L'idéologie qui soude les membres fondateurs est basée sur le principe que le secret est forcément nuisible à la démocratie. Le groupe s'efforce dans un premier temps de mettre en place des outils et des mécanismes permettant de protéger leurs sources.

décembre 2006 : Wikileaks se dévoile au grand public avec la diffusion d'un document volé à l'un des leaders d'un tribunal islamique en Somalie. Dans leurs interviews initiales, les porte-paroles de Wikileaks affirment posséder plus d'un million de documents confidentiels dérobés à des gouvernements. En privé, Julian Assange déclare vouloir obtenir \$5 millions en donations sur les six premiers mois ; un objectif excessif qui fait claquer la porte du projet à John Young, qui accuse Wikileaks d'être à la solde de la CIA : selon lui, il n'y a qu'une manière pour un site naissant d'acquiescer autant d'argent en si peu de temps, c'est d'être financé par un service d'Etat.

Julian Assange répond à ces accusations par **"Si escroquer la CIA peut être utile au projet, alors nous l'escroquerons"** ["If fleecing the CIA will assist us, then fleece we will"], et ajoute **"Nous avons déjà des soutiens de la part du NED (National Endowment for Democracy), du CFR (Council on Foreign Relations), de la Freedomhouse et d'autres tétines de la CIA"** ["We have pullbacks from NED, CFR, Freedomhouse and other CIA teats"]. Young met à disposition [ici](#) et [ici](#) des archives complètes des e-mails échangés par les fondateurs de Wikileaks lors des premières semaines du projet.

Avant 2006, des documents mentionnent Assange tantôt en tant que président de l'Australian National Cognitive Facility, tantôt de l'Australian Institute for Collaborative Research, deux organismes très discrets domiciliés à une même boîte postale australienne, et dont on trouve fort peu de traces sur le web. Autant dire qu'on ne sait pas grand chose du passé d'Assange, en dehors de sa "carrière" de hacker, qu'il raconte dans son livre "Underground" publié en 1997.

Après la fondation de Wikileaks s'ensuivent plusieurs années plus ou moins intéressantes, où Wikileaks va dévoiler des documents confidentiels de diverses sources. Ce qui nous amène aux polémiques actuelles et aux événements de ces dernières semaines, qu'on pourra résumer de la manière suivante :

Début juin, l'arrestation de Manning (l'analyste qui avait transmis à Assange des dizaines de milliers de documents confidentiels sur les guerres d'Afghanistan et d'Irak), trahi par Adrian Lamo, est [rendue publique](#). Kevin Poulsen dévoile dans son article que Manning avait également transmis à Wikileaks 260.000 câbles diplomatiques confidentiels ; mais **la publication des câbles ne débutera que le 28 novembre**. Entre temps, les ennuis ont commencé pour Assange : le mandat d'arrêt international contre lui, émis fin août par les autorités suédoises et annulé le lendemain même, refait surface le 1^{er} septembre. On [apprendra](#) plus tard que l'une des plaignantes aurait des liens avec la CIA. Wikileaks en prend également pour son grade : un pirate patriote, "Th3j35t3r", s'en prend d'abord à Wikileaks et met le site hors ligne pendant plusieurs heures, avant de revendiquer l'attaque. Wikileaks quitte alors son hébergeur pour migrer sur la plateforme EC2 d'Amazon, pour s'en faire bannir à peine deux jours plus tard. Le domaine Wikileaks.org est suspendu, Paypal, MasterCard et Visa coupent le robinet financier et cessent d'accepter des dons pour l'organisation. Les sites miroirs se multiplient — pas loin de 1700 à l'heure où j'écris cet article. Des pirates, les "Anonymous", entament des attaques de déni de service contre les sociétés qui sont hostiles à Wikileaks — quelques milliers de volontaires sont enrôlés pour l'occasion ; puis les Anonymous changent de stratégie en incitant les volontaires à dupliquer les mémos sensibles le plus possible afin de rendre impossible leur suppression. Parallèlement, deux anciens de Wikileaks claquent la porte et fondent OpenLeaks, un projet concurrent. La dissidence interne chez Wikileaks se fait en effet sentir depuis des mois, l'attitude dictatoriale d'Assange étant dénoncée par ses proches collaborateurs. On [apprend](#) ainsi qu'Assange vivrait rubis sur l'ongle, avec pas moins de \$225.000 de dépenses personnelles, de voyages en première classe, d'hôtels de luxe et de vêtements rien que pour l'année 2009 ; tandis que le supposé soutien financier au soldat Manning peine à arriver.

Et pour couronner le tout, Dimitry Medvedev a publiquement annoncé en décembre que Julian Assange devrait être candidat au Prix Nobel de la paix ! Une déclaration qui tente certainement de calmer le jeu après qu'Assange ait déclaré à un journaliste moscovite que le Kremlin devait se préparer à une nouvelle série de fuites concernant la Russie...

Toute cette agitation, rappelons-le, a pour origine la publication :

de câbles relatant les manies et les petits défauts de chefs d'Etat du monde entier. Des "informations" dont, au mieux, on rit, mais qui ont leur place dans des magazines people, pas dans des journaux sérieux ; d'un câble en particulier, vivement critiqué, listant les infrastructures mondiales jugées comme critiques pour les Etats-Unis. Mais ne cherchez pas de scoop : on apprend de cette liste que les grands ports internationaux sont des enjeux critiques, au même titre que l'industrie pharmaceutique, les câbles sous-marins, et même les ponts. Mais point de bunkers ou de sites militaires secrets. La publication de cette liste a été vivement critiquée comme pouvant faciliter un attentat. Si c'est le cas, à ce titre, il faut également interdire la publication des annuaires et des cartes maritimes et routières : tout est dedans !

de plusieurs câbles, publiés en tout début de crise, portant sur la politique extérieure américaine : on y apprend par exemple que des pays arabes, dont l'Arabie Saoudite, ont fait pression sur les Etats-Unis pour intervenir contre l'Iran ; que la Corée du Nord aurait vendu à l'Iran une technologie de missiles pouvant transporter des charges nucléaires ; que la Chine serait prête à revoir son alliance avec la Corée du Nord ; que le piratage de Google aurait vraisemblablement été commandité par le gouvernement chinois ; etc, etc. **Des informations certes confidentielles, mais en rien embarrassantes pour les Etats-Unis, bien au contraire, puisqu'elles rendraient presque sympathique leur politique extérieure au moyen-Orient et en Asie.**

Résumons donc cette agitation à cette observation : les seuls vrais scoops publiés par Wikileaks ces derniers mois sont très favorables aux Etats-Unis.

Cette agitation a pour le moment réussi à occulter les questions suivantes :

Le premier principe de Wikileaks était de s'attaquer à des gouvernements autoritaires non-occidentaux. Comment Assange en est-il arrivé à mener une croisade contre un état (à peu près) démocratique et occidental, les Etats-Unis ?

Le second principe de Wikileaks était le refus radical du secret comme principe de gouvernance. Comment Wikileaks a-t-il pu lui-même devenir une organisation secrète, au financement opaque, et dont les membres sont pour la plupart restés anonymes ? Et d'où vient l'argent ?

Si les révélations de Wikileaks sont aussi fracassantes que ce qu'en disent les gouvernements du monde entier, comment se fait-il que rien n'ait été fait pour empêcher la diffusion de ces documents, qui était pourtant annoncée depuis des mois ?

15 décembre 2010

[NewsOfTomorrow](#)

(Source : ZDNet)

<http://www.newsoftomorrow.org/spip.php?article9419>

1 Pays

France

Le Monde « oublie » un document WikiLeaks sur... les médias français.

Depuis le 28 novembre, le journal le Monde publie chaque jour un ou plusieurs articles traitant des « révélations » du site fondé par Julian Assange.

Le quotidien du soir est l'un des partenaires de WikiLeaks, aux côtés du Guardian, du New York Times, d'El Pais et du Spiegel.

Critiqué par nombre de ses pairs, le Monde a justifié ainsi sa démarche : « A partir du moment où cette masse de documents a été transmise, même illégalement, à WikiLeaks, et qu'elle risque donc de tomber à tout instant dans le domaine public, Le Monde a considéré qu'il relevait de sa mission de prendre connaissance de ces documents, d'en faire une analyse journalistique, et de la mettre à la disposition de ses lecteurs ».

Mais la sélection réserve parfois des surprises...

La tempête politico-médiatique déclenchée par la publication des documents WikiLeaks semble donner raison, a posteriori, au Monde, notamment contre tous ceux qui ont tenté d'affirmer, malgré les évidences, que les télégrammes révélés par WikiLeaks « ne nous apprenaient rien ».

Il s'avère néanmoins que le Monde a « oublié » un câble adressé au Secrétariat d'Etat états-unien par l'ambassade des Etats-Unis à Paris. C'est le câble 07PARIS306, consultable (en anglais) sur le site de WikiLeaks.

A l'heure actuelle, le Monde ne s'en est pas fait l'écho. C'est bien dommage. On découvre en effet dans ce document, qui traite des « communautés musulmanes en France », l'instructif point de vue de l'ambassade à Paris sur les médias français. Entre autres :

« 17. Les grand journalistes français sont souvent issus des mêmes écoles d'élite que de nombreux responsables gouvernementaux. Ces journalistes ne considèrent pas nécessairement que leur rôle premier soit de surveiller le pouvoir exécutif. **Nombre d'entre eux se voient plutôt davantage comme des intellectuels, et préfèrent analyser les événements et influencer leurs lecteurs plutôt que de rapporter les événements.**

18. Le secteur privé des médias en France (presse écrite, TV et radio) continue d'être dominé par un petit nombre de conglomérats, **et l'ensemble des médias français sont davantage régulés et soumis aux pressions politiques et commerciales que leurs homologues américains.** Le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, créé en 1989, nomme les dirigeants de l'ensemble des chaînes TV et stations de radio publiques et surveille leur contenu politique.

19. L'accès à internet se développe de manière continue en France, notamment chez les jeunes générations, et remplace rapidement les médias traditionnels. Toutes les grandes chaînes de télévision et stations de radio ont leur propre site internet, tout comme les grands organes de presse écrite. Les blogs sont un moyen de communication de plus en plus populaire pour les minorités et les ONG, qui les utilisent pour exprimer des opinions qu'ils estiment ne pas retrouver dans les médias traditionnels ».

« Transparence et discernement ne sont pas incompatibles », écrivait Sylvie Kauffman, directrice de la rédaction du Monde, dans l'article cité plus haut. Le moins que l'on puisse dire est que le Monde semble, dans le cas du câble 07PARIS306, avoir davantage mis l'accent sur une certaine forme de discernement que sur la transparence. Le quotidien a sans doute estimé que cette information WikiLeaks était nettement moins digne d'intérêt que celles concernant l'Iran, le Vatican, le Pérou, le Kenya, la Chine ou le Maroc.

Et pourtant, ces quelques lignes rédigées par l'ambassade des Etats-Unis mériteraient d'être largement diffusées et, pourquoi pas, commentées par le Monde (et les autres usagers médiatiques de WikiLeaks).

Certains silences sont au moins aussi révélateurs que certaines prises de position, aussi justes soient-elles. Cet avis d'Acrimed n'équivaut pas, chacun l'aura compris, à un soutien à la diplomatie états-unienne et à ses jugements sur les médias français qui pourraient être retournés contre les médias d'outre-atlantique.

Julien Salingue

P.S. Le 12 décembre, Paul Moreira évoque, sur son blog, le document WikiLeaks en question. Avec, entre autres, ce commentaire plein d'humour : « Ceci n'est pas une note d'Acrimed ». Merci pour le clin d'oeil...

Annexe : l'extrait (traduit ci-dessus par nos soins) en version originale :

17. Top French journalists are often products of the same elite schools as many French government leaders. These journalists do not necessarily regard their primary role as to check the power of government. Rather, many see themselves more as intellectuals, preferring to analyze events and influence readers more than to report events.

18. The private sector media in France - print and broadcast - continues to be dominated by a small number of conglomerates, and all French media are more regulated and subjected to political and commercial pressures than are their American counterparts. The Higher Audio-Visual Council, created in 1989, appoints the CEOs of all French public broadcasting channels and monitors their political content.

19. Internet access is growing steadily in France, especially among the younger generation, rapidly replacing traditional media. All important television and radio channels in France have their own websites, as do the major print media. Blogs are an increasingly popular method of communication for minorities and NGOs, who use them to express opinions they do not feel are reflected in the traditional media.

www.kubakoetxea.com (français/castellano)

"Les bombes nucléaires pourront tuer ceux qui ont faim, les malades, les ignorants.

Mais elles ne pourront pas tuer la faim, les maladies et l'ignorance. Elle ne pourront pas non plus tuer la juste rébellion des peuples".

(Fidel CASTRO-août 2010)

14 décembre

<http://jacques.tourtaux.over-blog.com/over-blog.com/article-le-monde-oublie-un-document-wikileaks-sur-les-medias-francais-vous-avez-dit-bizarre-62998576.html>

Israël

Djerrad Amar : Israël, l'un des rares pays épargnés.

Par WikiLeaks, le monde tu tromperas ?

En faisant le lien avec les déclarations d'Assange complimentant Netanyahu d'homme pas "naïf" mais un "politicien sophistiqué" ou encore "(...) Netanyahu a fait une déclaration intéressante disant que les dirigeants devraient dire en public ce qu'ils disent en privé, [ce qui] conduira à une sorte d'intensification du processus de paix au Moyen-Orient et en particulier en relation avec l'Iran", il est certain qu'il y a connivence.

Selon de nouvelles révélations faites par "Al-Haqiqa", un site de journalisme d'investigation, reprises par plusieurs sites, Assange aurait rencontré des responsables israéliens à Genève avec qui il aurait conclu un pacte secret consistant à ne pas divulguer ce qui peut nuire à Israël, surtout ceux provenant des ambassades américaines de Tel-Aviv et de Beyrouth sur les périodes correspondant aux attaques israéliennes au Liban et à Gaza.

L'assurance est que ces documents seraient "enlevés" avant les publications. "Veterans Today" aussi, qui titre dans son site : "Démoli, Wikileaks sert Israël", accuse Assange, selon un rapport publié, "de recevoir de l'argent du Mossad lors d'une réunion de Genève... [d'avoir] accepté de laisser à Israël de choisir et de censurer toutes les fuites de WikiLeaks". Si l'on ajoute qu'il a traité de menteurs, dans une vidéo, les partisans de la "vérité sur l'attentat du 11/9" que l'on qualifie d'adeptes des "thèses complotistes" alors même Fox News admet des vérités sur cet attentat, nous sommes en droit de questionner sur ses buts ! Ses attitudes ont provoqué le mécontentement de ces collaborateurs entraînant une scission. Les dissidents lui reprochent de passer des accords avec des médias choisis — sans les consulter et contre leur volonté — dont ils ignorent les contenus. Devant ce manque de transparence, plusieurs d'entre eux, dont Daniel Domscheit-Berg, ont dû quitter WikiLeaks pour lancer leur propre site "OpenLeaks", "pour réaliser l'objectif initial de Wikileaks", selon une interview qu'il a accordée au journal allemand Die Tageszeitung. Il a été constaté, étrangement, que l'évènement aussi important que la guerre au Liban soit passé sous silence ; créant un "vide" documentaire bizarre.

On comprend dès lors la déclaration de B. Netanyahu annonçant avoir “pris les devants” et son empressement à réagir le 1er favorablement aux “fuites” en disant que “pour la 1re fois (...) il y ait consensus (...) que l'Iran est la menace (...) Quand les dirigeants ont la volonté de dire à leur peuple la vérité, cela sert la paix (...)”. En faisant le lien avec les déclarations d'Assange complimentant Netanyahu d'homme pas “naïf” mais un “politicien sophistiqué” ou encore “(...) Netanyahu a fait une déclaration intéressante disant que les dirigeants devraient dire en public ce qu'ils disent en privé... [ce qui] conduira à une sorte d'intensification du processus de paix au Moyen-Orient et en particulier en relation avec l'Iran”, il est certain qu'il y a connivence. Ses révélations sont d'une grande utilité dans la guerre de désinformation que mènent de concert dans la même stratégie l'Amérique et les sionistes.

Certains voient en WikiLeaks une “psy op made in Israël” (opérations psychologiques) destinées à donner l'illusion d'une “information libre et renégate”, afin d'influencer les raisonnements objectifs et les comportements pour mieux faire accepter leurs projets bellicistes. Il se trouve, hélas, dans le “monde arabe”, des “caisses de résonance” qui reproduisent ou acceptent sans recule et sans réflexions ce genre d'informations subversives et qui trouvent, de bonne foi peut-être, matière à s'en servir contre leur propre pays ou contre des pays amis tombant ainsi en plein dans le piège, alors que beaucoup de signes dévoilent un complot.

D'abord, il y a les cibles géopolitiques sélectionnées, ensuite les médias choisis connus pour être pro-sionistes et enfin la déclaration de H. Clinton affirmant que “ceux qui liront ces notes diplomatiques concluront que les craintes concernant l'Iran sont fondées (...) partagées et continueront d'être le leitmotiv de la politique que nous poursuivons, avec nos partenaires, afin d'empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire”.

Ces documents américains, d'apparence les desservant, s'avèrent converger vers les pays déjà ciblés dans cette stratégie américano-sioniste. Ils donnent des Arabes une image dégradante faite de lâcheté et de trahison afin de créer un climat de haine, d'adversité entre Arabes, musulmans et chrétiens. Ils visent à compromettre l'avenir de certaines personnalités en ternissant leur image car refusant de se rallier à leur projet d'agression contre l'Iran entre autres, mais aussi à déchoir certains de leurs serviteurs devenant inutiles.

Dans cette avalanche de “fuites”, aucun haut placé au sein de l'establishment US et israélien n'a été inquiété. Celles diffusées sur eux semblaient les mettre dans “l'embarras” — notamment celles qui dévoilent “l'appréciation” que font les représentants américains des dirigeants “amis” — s'analysent comme “basiques” et souvent connues, sans impact comparées à l'information stratégique glissée relatives à l'Iran, les Arabes et les musulmans.

D'autres informations font état d'une tractation entre un journal libanais et Assange dans l'espoir de se procurer, contre de l'argent, en particulier un important PV d'une réunion tenue à l'ambassade américaine à Beyrouth, le 24 juillet 2006. Réunion déterminante dans la guerre contre le Hezbollah et ses alliés. Mais les documents reçus par Al-Akhbar s'avèrent sans importance. On comprend donc qu'Assange est un homme négociable, prêts à se censurer et à trahir. Dans ces conditions, il ne s'agit plus de probable manipulation, mais de collusion pour de l'argent.

Alors, Assange objet d'une manipulation, rusé négociant ou faisant partie du système sioniste qui domine la plupart des médias ? Comme rien ne peut plus désormais être caché, l'avenir proche nous dira si WikiLeaks est bien ce site qu'il prétend être; un Hoax, ce canular informatique, ou bien un autre instrument de domination et de propagande obéissant à la devise du Mossad : “Par la tromperie, la guerre tu mèneras.”

Djerrad Amar

Jeudi 16 décembre 2010

Copyright © 1998-2010 Tous droits réservés LIBERTE.

Publié le 16 décembre 2010 avec l'aimable autorisation de Liberté.

Source : Liberté

<http://www.liberte-algerie.com/...>

Irak

WikiLeaks : Armes en Irak, les estimations erronées d'Israël.

Pour Le Monde.fr | 19.12.

Lorsque le sujet est abordé, lors d'une rencontre entre le sénateur américain Carl Levin, et un responsable des renseignements militaires israéliens, en mars 2009, il y a bien longtemps que les limiers américains ne cherchent plus en Irak les armes de destruction massive dont la présence supposée avait justifié, six ans plus tôt, l'invasion du pays.

Un rapport américain vient d'être publié qui dresse un constat accablant pour le renseignement américain. “Et vous ?” demande le sénateur au colonel Itai Brun. “Nous étions très proches” des estimations américaines, confesse le militaire israélien, selon un télégramme diplomatique secret obtenu par WikiLeaks et consulté par *Le Monde*.

A l'époque, poursuit-il, précisant que l'estimation israélienne était tirée des informations de la communauté du renseignement toute entière, nous pensions que le régime irakien disposait de lanceurs “résiduels” et de missiles sol-sol capables de porter des bombes chimiques et biologiques. Il n'y avait pas de preuve directe, c'était une “conclusion stratégique” basée sur le comportement de Saddam Hussein dans les années 1990, selon laquelle il ne céderait jamais ces armes. La seule conséquence de cette estimation, ajoute alors le militaire, fut la distribution de masques à gaz, mais il s'agissait d'une décision politique, non liée à la fiabilité supposée de notre conclusion.

Interrogé sur les liens supposés à l'époque entre Al-Qaida et le régime irakien, un autre militaire, le lieutenant-colonel [Avi Zaroni](#), indique que les autorités israéliennes disposaient d'informations sur des contacts avec des deuxièmes et troisièmes couteaux d'Al-Qaida mais qu'elles "*savaient*" que le régime baasiste ne soutiendrait pas un "*djihad*". Le colonel Brun, questionné sur un éventuel approvisionnement clandestin en uranium de l'Irak à l'époque, conclut que les autorités israéliennes ne s'étaient même pas penchées sur le sujet car elles étaient convaincues de l'inexistence d'un programme nucléaire significatif.

Liban

Ibrahim al-Amine : Le « 14 mars » dans le Wikileaks « libanais »:Des informateurs du dixième rang.

On reste perplexe sur la manière d'aborder les textes de la correspondance entre l'ambassade américaine à Beyrouth et le ministère des AE à Washington, à propos des détails politiques et sécuritaires relatifs au Liban. Les textes parvenus à « al-Akhbar » sont par certaines, et les pages encore plus, et tous sont classés secrets, même si leur contenu n'est pas étrange aux oreilles et yeux des Libanais au cours des années passées. La polémique politique interne, les relations avec la Syrie, la confrontation du Hezbollah et l'enquête internationale ainsi que le tribunal, etc.. Dans toutes ces situations, les Etats-Unis paraissent le centre polarisateur. Les textes ne contiennent pas des commentaires très importants ou des explications des positions de Washington, à partir des titres, et le scénario est limité aux dialogues entre d'une part, l'ambassadrice américaine ou son remplaçant, qui pose les questions, et d'autre part, les personnalités libanaises qui répondent, en long et en large. Il est cependant certain que les diplomates américains savent que le contenu de ces réunions s'envolera rapidement à Washington. Ils comptaient sur la confidentialité des procès-verbaux et qu'ils ne seraient pas publiés. Mais le problème, concernant les parties libanaises qui ne savaient pas que leurs paroles allaient être transmises, Dieu seul sait si la transmission a été fidèle et précise ou déviée, ou en fonction de ce que les Américains avaient compris.

Mais ces personnalités ne pensaient pas que ce qu'elles faisaient n'était qu'une des formes de collaboration pour le bénéfice de parties étrangères, et qu'elles sont en position d'informateurs qui transmettent les renseignements et incitent contre une partie libanaise, sans aucune retenue. Et si un jour, on découvre la liste des paiements de Jeffrey Feltman à Beyrouth, nous pouvons dès lors comprendre cet enthousiasme et cet excès à présenter des informations à l'ambassade américaine, de la part de ces parties ou personnalités libanaises.

Outre l'aspect amusant de l'affaire, mais à la manière « il vaut mieux en rire plutôt que pleurer », l'importance de ces documents gît, pour les Libanais aujourd'hui, dans la nécessité de revoir la période passée, et reprendre les positions, les déclarations et les décisions prises par le 14 mars, tout au long de ces années, quels furent ses propres calculs, ses analyses et ses données, et parce qu'ils indiquent l'ampleur des intérêts américains auprès de ceux-là, et combien ce groupe libanais a compté sur l'appui américain pour toute affaire. Cela reflète aussi l'ampleur de l'indifférence américaine au travers de l'ampleur des demandes insistantes.

Il est possible, en toute simplicité, de comprendre et de saisir l'ampleur de la politisation du dossier de l'enquête dans l'assassinat du premier ministre Rafic Hariri, et il est possible de comprendre l'implication interne dans la guerre ouverte contre la résistance, comme il est possible de comprendre la guerre ouverte également contre le général Michel Aoun car il s'est entendu avec le Hezbollah, et il est possible de comprendre l'indifférence de l'occident, sous la direction des Etats-Unis d'Amérique, envers toute chose au Liban hormis ce qui se rapporte à la sécurité « d'Israël ».

Il est difficile que quelques pages contiennent tout ce qui existe, mais il y a plusieurs moyens de publication. Al-Akhbar publiera sur son site électronique les textes tels quels, dans leur langue d'origine, et la traduction en arabe de certains d'entre eux, et tous les documents relatifs au Liban et plusieurs pays arabes. Quiconque souhaite les consulter, doit être prêt à accepter, à l'avance, que la majeure partie de nos gouvernements et la majorité des forces du pouvoir dans notre monde arabe, sont des forces prêtes à vendre toute chose pour demeurer dans leur position...

Puis ils vous parlent de liberté, de souveraineté et d'indépendance...

Yémen

WikiLeaks : les stocks radioactifs du Yémen sont des cibles faciles pour Al-Qaïda.

Un haut fonctionnaire du gouvernement du Yémen a mis en garde les diplomates américains sur la pauvreté de la sécurité de l'entreprise principale de produits radioactifs du pays, qui pourrait permettre aux terroristes de mettre la main sur de la matière hautement dangereuse, selon les fuites diplomatiques révélées par Wikileaks.

Le fonctionnaire yéménite a dit aux Américains qu'un seul garde surveillait les installations et il a été démis de ses fonctions, donc seule une caméra de télévision en circuit fermé était sur place, mais en panne depuis 6 mois. Le message comme quoi l'écart entre les terroristes et les matières nucléaires au Yémen est très faible a été relayé par un message diplomatique le 9 janvier par l'ambassade de la CIA à Sanaa à la sécurité intérieure américaine. Le Yémen est le pays le plus pauvre du monde arabe, et il est apparu comme la base la plus active pour Al-Qaïda, après l'Irak et l'Afghanistan. Le groupe est derrière une série d'attaques contre des cibles occidentales

dans le pays, y compris le complot de fret aérien qui a échoué en octobre et la tentative d'abattre un avion de ligne américain à destination de Detroit à Noël l'année dernière. Le kamikaze, né au Nigeria, Omar Farouk Abdulmutallab, a été radicalisé au Yémen, selon des sources de sécurité.

Les informations diplomatiques, classées secrètes par l'ambassadeur américain Stephen Seche, et envoyées peu après l'évènement de la bombe le jour de Noël, décrit « l'inquiétude » officielle des Etats-Unis pour convaincre le gouvernement du Yémen d'enlever tous les matériaux du pays jusqu'à ils soient mieux assurés afin d'améliorer les mesures de sécurité l'agence nucléaire.

Le câble diplomatique a également révélé que l'établissement détient de grandes quantités de substances radioactives utilisées par les hôpitaux, les universités locales pour la recherche agricole et dans les champs pétrolifères. La communauté internationale craint que les isotopes radioactifs peuvent être utilisés pour fabriquer une bombe sale. Les isotopes ne sont pas des explosifs, à la différence des matières nucléaires comme l'uranium. Bien qu'il existe peu de chances de tuer un grand nombre de personnes avec un tel dispositif, cela pourrait toutefois causer des dommages énormes et une zone contaminée par la radioactivité.

Des experts internationaux ont déclaré que le manque de sécurité dans les installations au Yémen est une "haute priorité" pour le gouvernement des États-Unis.

(Guardian, 20 Dec)

http://www.sharknews.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=1306:wikileaks--les-stocks-radioactifs-du-yemen-sont-des-cibles-faciles-pour-al-qaida-guardian-20-dec&catid=106:articles-du-monde&Itemid=162

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

2-1 Video : Wikileaks et Cantona servent-ils à quelque chose?

L'avis de Michel Collon

http://www.dailymotion.com/video/xg7v0u_wikileaks-et-cantona-servent-ils-a-quelque-chosey_news#from=embed

2-2 WikiLeaks, le faux-monnayeur de l'information.

A la fin des années soixante-dix, des imprimeurs et photo-graveurs de génie, à Paris, fabriquaient, par milliers, des chèques de voyage, au nom de la « First National City Bank », et inondèrent le marché grâce à un réseau de militants révolutionnaires (1).

L'escroquerie prit une telle ampleur que la banque de New-York finit par négocier, avec les faussaires, le rachat des plaques.

Au même moment, des agents du KGB écoulaient, à prix d'or, à Potsdam, des microfilms jaunis, témoignant de durs combats, en Afghanistan...

C'est entre ces deux histoires qu'il faudrait ranger, aujourd'hui, le phénomène WikiLeaks et la bande d'internautes, dirigés par l'australien Julian ASSANGE.

Une sorte d'Andy WARHOL, capable de transformer la moindre note de frais d'une ambassade US à Kaboul, relative à la consommation de papier hygiénique, en billets de 100 dollars.

Même si certains feignent de présenter la fine équipe comme des anarchistes qui ajouteraient une plus-value au journalisme électronique, personne n'est dupe.

La machine à fabriquer des fuites ne dérange pas le sommeil de Robert GATES.

Le dandy aux cheveux blancs qui occupe notre large écran plat n'est pas un dissident ni un journaliste engagé.

Mais un pirate informatique qui a compris et mis en pratique un principe très simple : plus l'information est estampillée « Confidentiel défense », plus elle a des chances d'être crue et partagée par un nombre invraisemblable de gogos.

DU PRODUCTEUR DES MENSONGES DIRECTEMENT AU CONSOMMATEUR

Les capitalistes possèdent les îles Caïman pour blanchir leur argent sale ; les pirates de WikiLeaks, l'Islande (2), ruinée par le spéculateur Georges SOROS, dont Julian ASSANGE a élargi sérieusement les perspectives.

Là le corsaire de l'info a ouvert un comptoir on line : celui de la sous-traitance des poubelles du Pentagone et des papiers non-broyés du département d'état.

La machine à fabriquer des fuites y mélange judicieusement, dans un flot perpétuel de télégrammes, écrits dans la langue impériale, le vrai et le faux.

Le Mossad, le M16, la CIA, la DCRI, etc. des entreprises comme des particuliers, peuvent venir tranquillement, entre deux lettres de déserteurs, déposer les « bijoux de famille » ou des produits toxiques.

Comme pendant la guerre du Vietnam, au Canada, le « traître aux intérêts américains » redore ici le blason d'un « Monde libre », blessé par les images scandaleuses provenant de Guantanamo Bay ou du camp de concentration de Bagram.

Selon les lois américaines contrairement au droit français, la société ou la personne morale qui publie des secrets d'état n'est pas répréhensible.

Au reste, Julian ASSANGE n'est pas accusé de haute trahison ou d'intelligence avec l'ennemi, en Islande, Grande-Bretagne ou aux États-Unis.

Son commerce licite est politiquement correct.

Le propos du receleur, étant de négocier, dans les places où règne le libre échange, des documents déjà éventés...

On reste dans le cadre strict de la « libéralisation, privatisation et globalisation du renseignement », en évitant de mettre en danger les différentes sécurités nationales (3).

La trahison est un exercice hautement contrôlée chez WikiLeaks (4).

Le biffin de l'info, recherché par Interpol, pour une sombre affaire d'agression, en Suède, ne s'étend pas sur les raisons de l'invasion puis de l'occupation de l'Afghanistan ou de l'Irak, ni ne donne la parole aux « combattants ennemis ».

Les télégrammes et datas du Pentagone ou département d'état sont fournis tel quel.

Le recyclage de papiers compromettants, entre ses mains, est un commerce juteux – très sérieux.

S' il y a encore un secret, dans l'entreprise de Glasnots, c'est seulement celui de son chiffre d'affaires.

Le génie de WikiLeaks est d'avoir fait converger, par la technique, trois genres qui, autrefois, ne se mélangeaient guère : l'espionnage, dans les poubelles, le journalisme et la propagande.

120 journalistes éplucheraient, à temps plein, les documents, déclassés sauvagement, et les notes qualifiées « croustillantes » du département d'état.

ASSANGE a transformé chacun d'entre-eux, loin de leur métier initial, en expert du jargon diplomatique ou militaire et en éventuel correspondant d'une agence de sécurité.

Le site owni.org, chargé de mettre en ligne une partie des documents, signale que WikiLeaks ne demande, aujourd'hui, qu'aux journaux à grand tirage d'être leurs officiers traitants.

Le flibustier du Net a réussi à convaincre, à une vitesse prodigieuse, les plus grands quotidiens de la Planète, « Le Monde », « The Guardian », « Der Spiegel », « The New-York Times », « El País », de la justesse de son combat.

A terme, ASSANGE et sa bande, enrichis pour avoir mis en contact les barbouzes, les soldats en déshérence et la fine fleur du journalisme, laisseront le « club des cinq » diriger le navire.

Grâce à WikiLeaks, le reporter découvre, loin des hôtels malfamés de Rawalpindi, les joies de se baigner dans la Source même et de l'interpréter directement.

Jamais une presse, depuis la « Pravda », n'a été bue aussi facilement et enivré autant de monde.

HIMALOVE

(1) Lire « Lucio, l'irréductible », Bernard Thomas, éditions Flammarion, paru en 2000.

(2) Le 3 décembre 2010, nous apprenons que Julian ASSANGE demande pour WikiLeaks l'asile informatique en France et à la Confédération helvétique ; le site kriptome.org, ennemi juré de WikiLeaks, parle de « couardise » de la part de son dirigeant ; il semble que l'un des parrains de l'entreprise, le spéculateur Georges SOROS lui ait demandé, pour des raisons inconnues, de quitter l'Islande...

(3) Les révélations de WikiLeaks ne mettent en danger que les sécurités nationales des pays suivants : Vénézuéla, Cuba, Chine, Iran, Pakistan, Corée du nord, Birmanie, Liban du Hezbollah.

(4) Il est à noter, au moment où le Congrès américain demande la libération immédiate de l'espion, Johnatan POLLARD, ancien officier de l'US Navy, condamné à perpétuité pour avoir donné les clefs électroniques de la NSA à Israël, WikiLeaks fait tout comme le réseau Indymedia pour taire toute information à propos de l'état hébreux.

Mecanopolis

Article placé le 21 déc 2010,

<http://www.mecanopolis.org/?p=20971&type=1>

2-3 Julien Salingue : La tempête WikiLeaks et la girouette.

La Maison Blanche n'a pas été la seule institution secouée par l'affaire WikiLeaks.

Le quotidien *Libération* a éprouvé les plus grandes difficultés, dans les deux semaines qui ont suivi les révélations du site fondé par Julian Assange, à définir une ligne éditoriale, préférant se réfugier derrière les opinions d'invités divers. On aura pu lire dans les pages du quotidien absolument tout, et surtout son contraire. Retour sur une tragédie en trois actes.

Acte I – « Oui mais non » : *Libération* se cherche

Difficile de rester silencieux sur l'affaire WikiLeaks. Nous pensons pour notre part, au-delà du contenu précis des documents, que dans le domaine du journalisme, toute « source » d'informations brutes est bonne à exploiter. Il n'y a pas de source *a priori* « immorale » ou « non déontologique ». Tout le problème étant bien entendu d'accomplir ensuite un travail de journaliste sérieux : contrôler, vérifier, recouper, afin de ne pas publier n'importe quoi. Pour *Libération*, les choses se sont avérées beaucoup plus compliquées.

Tout commence le 30 novembre, au surlendemain de la publication des premiers télégrammes diplomatiques. Le journal consacre six pages à « l'affaire ». Si un article de Christophe Ayad [1] porte sur le contenu des documents, *Libération* se penche avant tout sur la « méthode » WikiLeaks. Dans son éditorial, intitulé « Paradoxe » [2], Laurent Joffrin reconnaît que « les journaux ne peuvent se plaindre de bénéficier de cette documentation instantanée et massive sur le fonctionnement d'une politique étrangère qui affecte chacune de nos vies ». Mais c'est pour mieux expliquer plus loin qu'il convient de « réfléchir sur cette demande de transparence à tout prix ». La transparence ne peut être totale, poursuit Joffrin, car les États ont besoin de garder certains de leurs secrets : « Dans un monde traversé par des conflits violents, un État ne saurait agir en permanence sous le

regard instantané de l'opinion. Il a le droit de conserver ses secrets de défense, de discuter avec ses alliés ou ses adversaires dans la discrétion et même de monter certaines opérations spéciales, dès lors qu'elles sont soumises au contrôle des représentations élues. Même la démocratie la plus ouverte et la plus attachée aux droits de l'homme a besoin d'un État. » On se prend à espérer qu'il ne parle pas ici des États-Unis, cible numéro 1 de WikiLeaks.

On notera que Joffrin ne répond pas explicitement à la question inhérente au « paradoxe » qu'il souligne dans son éditorial : fallait-il rendre publics les secrets diplomatiques états-uniens ? Il laisse apparemment cette tâche à Lorraine Millot, correspondante de *Libération* à Washington qui, dans un article publié le même jour [3], pose ouvertement la question : « *Fallait-il publier ces documents ?* » On trépigne d'impatience. Mais malheureusement sa réponse est à l'image de la « non-ligne » de *Libération* : « *Le Monde, qui avait déjà participé en août à l'analyse de la précédente vague de documents du Pentagone sur l'Irak, justifie ce partenariat dans son édition datée d'aujourd'hui [...] Le Wall Street Journal affirme s'être vu proposer par WikiLeaks de publier une partie de ces documents, à condition de signer un accord de confidentialité. "Nous n'avons pas voulu donner notre accord à un ensemble de conditions préalables sans avoir été informés, au moins dans les grandes lignes, de ce que contenaient ces documents", a expliqué un porte-parole du Wall Street Journal. CNN a aussi refusé de passer pareil accord préalable avec WikiLeaks. Pour le New York Times, "les documents servent l'intérêt général, en éclairant les buts, les succès, les compromis et les frustrations de la diplomatie américaine d'une manière avec laquelle d'autres types de comptes rendus ne peuvent rivaliser". Le "travail des médias n'est pas de protéger le pouvoir de tout embarras", relève de son côté le Guardian, ajoutant : "C'est aux gouvernements, pas aux journalistes, de protéger les secrets" ».*

Lorraine Millot passe alors à une autre question. Conclusion : grâce à *Libération*, on connaît donc les positions du *Monde*, du *Wall Street Journal*, de CNN, du *New York Times* et du *Guardian*. On ne connaît malheureusement pas la position de *Libération*.

Quelques indices, toujours dans l'édition du 30 novembre, montrent néanmoins une orientation résolument critique à l'égard de WikiLeaks. Une interview d'Hubert Védrine [4], tout d'abord, dont le titre parle de lui-même : « *Ne confondons pas déballage généralisé et transparence* ». L'ancien ministre des Affaires étrangères s'explique : « *L'aspect Robin des Bois libertaire de cette mise en ligne de documents confidentiels peut plaire à certains. Mais, sur le principe, il n'y a pas de quoi se réjouir. De telles publications auraient pu faire avorter de délicats processus diplomatiques en cours.* » Avant d'ajouter : « *Le nécessaire contrôle démocratique n'est pas condamné à prendre la forme d'un Big Brother électronique ou de règlement de comptes !* » Une allusion à Big Brother qui ne manquera pas de faire trembler le lecteur et qui, on le verra, semble avoir convaincu la rédaction de *Libération*.

Outre celle d'Hubert Védrine, l'opinion de plusieurs historiens et sociologues est convoquée, dans un article [5] dont le titre (« *Des scoops un peu trop bruts pour les historiens* ») et le chapeau (« *Les documents mis en ligne par WikiLeaks ne sont pas assez contextualisés pour permettre un véritable travail* ») ne laissent à leur tour planer aucun doute. Divers universitaires sont sollicités : « *L'archive offerte ainsi à chaud interfère dans les processus en cours sans qu'il soit possible de la traiter sérieusement* » (Annette Wieworka) ; « *Il s'agit d'une illusion de transparence même si la masse des documents offerts peut faire vibrer* » (Catherine Durandin) ; « *La démarche de WikiLeaks est le reflet d'une époque fondée sur l'immédiateté et le spectacle avec l'idée que chacun est capable de s'appropriier l'information et de la traiter par lui-même* » (Patrick Michel). Une belle unanimité [6] donc, que l'on peut évidemment comprendre du point de vue du travail des historiens. On est cependant en droit de se demander pourquoi *Libération* a choisi ce seul point de vue...

En résumé : *Libération* est favorable à la transparence, mais pas à n'importe quel prix ; la presse semble partagée sur la question ; le « *spécialiste des relations internationales* » Hubert Védrine s'inquiète ; les historiens jugent les documents inexploitable. Au lecteur d'en tirer les conclusions quant à la position de *Libération*. Si elle existe.

Fin de l'acte I.

Acte II – « En fait, non tout court » : *Libération* contre WikiLeaks

Les choses se précisent dans l'édition du 2 décembre. *Libération* consacre sa une à WikiLeaks.

Cette une mérite à elle seule quelques commentaires. Le titre, tout d'abord : « *WikiLeaks : la fuite en avant* ». Le choix des mots indique que la ligne éditoriale du journal s'affine : dénoncer la « *fuite en avant* » de WikiLeaks, c'est évidemment dénoncer le site lui-même, sa méthode, ses excès. Et pour celles et ceux qui penseraient qu'il s'agit là d'une surinterprétation malintentionnée, jetons un œil sur une autre une de *Libération*, datée du 6 décembre (quatre jours plus tard), qui évoque elle aussi une « *fuite en avant* » :

Nous n'irons bien évidemment pas jusqu'à sous-entendre que *Libération* place Laurent Gbagbo et WikiLeaks sur le même plan. Chacun reconnaîtra cependant que la reprise du terme est pour le moins pittoresque.

Ironie de l'histoire : *Libération* avait déjà accolé les deux termes « *WikiLeaks* » et « *fuite en avant* ». C'était en juillet dernier, lors de la précédente vague de révélations de WikiLeaks. *Libération* nous expliquait alors : « *Le site WikiLeaks a publié des milliers de documents internes de l'armée américaine décrivant une guerre absurde* ». On pouvait lire un article [7] signé de... Lorraine Millot, intitulé « *Naufrage afghan : la fuite en avant* ». Moins de six mois plus tard, les termes n'ont pas changé, mais l'accusation a été retournée. C'est désormais WikiLeaks qui est coupable de « *fuite en avant* ». « *Paradoxe* ». À moins que Daniel Schneidermann ne se trompe pas lorsqu'il évoque une opération ponctuelle de flingage en règle du concurrent *Le Monde* [8]...

Poursuivons avec la une du 2 décembre. Comme dans l'édition du 30 novembre, *Libération* semble ne pas avoir de position et se réfugie derrière les avis des autres : « *Umberto Eco et Élisabeth Roudinesco s'inquiètent des*

excès de la transparence après la divulgation des documents secrets américains ». S'ils le disent... Mais le journal *Libération* s'inquiète-t-il ? Pas évident, à première vue, même si la une donne le ton. Le lecteur du 1984 de Georges Orwell, déjà apeuré par la référence d'Hubert Védrine à Big Brother, aura pour sa part toutes les raisons de s'inquiéter devant cette une. *A fortiori* s'il est l'heureux détenteur de l'édition Penguin Readers de l'ouvrage : WikiLeaks is watching you ?

Les écrivains invités à s'exprimer dans ce numéro de *Libération* confirment l'orientation sans équivoque de la une. « *Tout en contrebalançant le pouvoir des États, les révélations du site Internet alimentent les thèses conspirationnistes [9] et donnent aux médias un pouvoir sans précédent* » annonce le chapeau de *Libération*. Trois pages sans aucune nuance, dans lesquelles aucun des quatre textes publiés ne défend un tant soit peu WikiLeaks. Pour Élisabeth Roudinesco, c'est « *la dictature de la transparence* » (formule choc qui sert de titre au « dossier », mais qu'il convient de ne surtout pas confondre avec la « *tyrannie de la transparence* », titre de l'éditorial du *Figaro* du 29 novembre). « *Quand le citoyen se plaint dans le complot* », sous la plume de Françoise Gaillard. Une histoire de « *hackers vengeurs* » et d'« *espions en diligence* » sous celle d'Umberto Eco. Jean-Claude Monod nous pose quant à lui une question : « *Faut-il se réjouir que la culture d'opacité des souverainetés soit battue en brèche ?* » Interrogation à laquelle il répond en convoquant... la secrétaire d'État états-unienne en personne : « *Hillary Clinton a renvoyé la balle en liant le sort de la diplomatie et celui du journalisme sérieux : tous deux impliquent une part de confidentialité.* » Et elle sait de quoi elle parle.

Pas un mot sur le contenu des révélations WikiLeaks, pas un mot sur la contradiction manifeste entre la thèse du « on n'apprend rien » et celle du « ces révélations sont dangereuses » [10] et surtout pas une voix discordante. En introduction à ces trois pages, *Libération* posait la question : « *Cette course à la transparence au nom de la démocratie est-elle bénéfique ou nourrit-elle au contraire soupçons et théories du complot ?* » La réponse est cette fois-ci tranchée. Sans équivoque ni « paradoxe »

Cette prise de position se retrouve le 4 décembre dans la chronique hebdomadaire de Denis Muzet [11], président de Médiascopie, qui se livre à un subtil exercice de mise en forme orientée de commentaires de divers citoyens. La version papier du micro-trottoir. Un exercice périlleux qui mérite d'être cité presque *in extenso* : « *Les consommateurs d'information sont partagés. Il y a les blasés : "Ça ne m'intéresse pas, au siècle où on est, y a plus trop de suspense." Il y a ceux qui se réjouissent : "Au siècle d'Internet, il est difficile de garder secrètes certaines affaires." Ceux qui rêvent d'un "grand soir" où tout ce que les "puissants" ont cherché à cacher serait enfin révélé [...] Mais le doute reprend le dessus. "Avec Internet, on a un trop-plein d'informations non vérifiables, ça entretient le flou", juge une institutrice. "On est noyés sous l'information, on n'en tient pas tellement compte finalement, d'ici deux semaines ça sera oublié", conclut le facteur.* » Le facteur qui, comme chacun le sait, a nécessairement le mot de la fin.

Synthèse de Denis Muzet, nuancé comme il se doit, à l'image des « *consommateurs d'information* » qui sont, rappelons-le, « *partagés* » : « *L'entreprise de WikiLeaks, loin de faire la transparence et de clarifier la compréhension des populations, participe du brouillage de sens et de la confusion générale des esprits qui caractérise nos sociétés médiatiques en proie à la "mal-info" et à un Internet suspecté. L'appétit est soulevé, mais le soufflé retombe vite. Le doute et le flou recouvrent de leur ombre la lumière qu'on avait cru, un instant, entrevoir.* »

CQFD.

Les philosophes et le bon peuple sont unanimes pour dénoncer l'entreprise WikiLeaks. *Libération* n'exprime pas clairement de position, mais les contributeurs sollicités (et leurs avis) vont tous dans le même sens : Haro sur WikiLeaks ! Fin de l'acte II.

Acte III – « Finalement, oui » : *Libération* contre *Libération*

Un lecteur de *Libération*, qui avait effectué un voyage à l'étranger du 5 au 11 décembre et n'avait pas accès à son quotidien favori, en est tombé de sa chaise

« *Libération abrite WikiLeaks* », peut-on lire sur la une du quotidien daté des 11 et 12 décembre. « *Nous avons choisi d'empêcher l'asphyxie de WikiLeaks à l'heure où des gouvernements et des entreprises cherchent à bloquer son fonctionnement sans même une décision de justice. Comme des milliers d'autres sites, Libération.fr a décidé de participer au mouvement de soutien qui se met en place sur le Net en répliquant le contenu de WikiLeaks à la virgule près. Ces sites dits "miroirs" peuvent être hébergés par tout un chacun disposant d'espace sur des serveurs. C'est ce que nous avons fait afin d'empêcher que disparaissent de la Toile les informations de WikiLeaks sélectionnées avec les journaux partenaires.* » [12]

Étonnant retournement de situation. *Libération*, complice de ceux qui nourrissent « *soupçons et théories du complot* » ? *Libération*, prêt à « *renoncer à toute la conception des libertés organisées que nous développons depuis le XVIIIe siècle* » [13] ? *Libération*, happé par Big Brother ? Nombre de questions se posent... Mais peut-être faut-il tout simplement aller chercher du côté des développements de l'affaire WikiLeaks. Que s'est-il passé entre le 5 et le 11 décembre ?

L'offensive contre WikiLeaks, à laquelle *Libération* avait participé à sa manière durant la première semaine, s'est accélérée : « lâchage » de WikiLeaks par Amazon, fermeture du compte Paypal du site, blocage des virements par Visa et Mastercard, gel du compte bancaire de Julian Assange par la banque suisse PostFinance, menaces de poursuites contre les divers hébergeurs du site et, le 7 décembre, emprisonnement du fondateur de WikiLeaks. La contre-offensive s'est elle aussi développée : pétitions sur Internet, manifestations, attaques informatiques contre Mastercard, la banque PostFinance ou le site du ministère de la Justice suédois, multiplication des sites hébergeant et protégeant les documents WikiLeaks, prises de position de personnalités en faveur de Julian Assange (de Ken Loach au ministre australien des Affaires étrangères)...

La rédaction de *Libération* a probablement pris conscience de ces évolutions et a donc progressivement opéré un retour sur ses positions de la semaine précédente. Le 8 décembre, le quotidien fait ainsi sa une sur l'arrestation de Julian Assange, tout en ne semblant néanmoins pas encore prendre ouvertement position en sa faveur (« *Wikileaks : l'étrange Monsieur Assange* »).

Le contenu du journal est nettement moins ambigu que la une. Si le long portrait consacré à Assange [14] le dépeint comme un personnage fantasque et susceptible, aucune attaque n'est portée contre la méthode WikiLeaks. Une interview de Cédric Manara [15], professeur de droit, est titrée : « *Je n'ai jamais vu un tel acharnement* ». Une dénonciation sans équivoque de l'offensive anti-WikiLeaks, du point de vue d'un juriste spécialiste d'Internet : « [...] pour Assange et WikiLeaks, c'est invraisemblable : on a utilisé en quelques jours tous les leviers possibles. Il ne manque plus que le filtrage, et qu'on interdise l'accès de WikiLeaks aux internautes, et on pourra comparer le tout au modèle chinois. Je trouve cette accélération très inquiétante. » En donnant la parole à ce juriste, *Libération* se place résolument du côté de la défense, pour WikiLeaks, de la liberté d'informer. L'éditorial du jour [16] se conclut même par une citation de Julian Assange qui contraste fortement avec la ligne du journal la semaine précédente : « *Comme l'écrivait Assange quelques heures avant son arrestation, "les sociétés démocratiques ont besoin de médias forts et WikiLeaks appartient au monde des médias".* » On est désormais bien loin de « *la sottise infantile des nouveaux dictateurs de la transparence* » (Élisabeth Roudinesco), de « *la thèse conspirationniste, exploitée par des séries cultes comme X Files et actualisée par le 11 septembre, qui constitue le fonds de commerce de sites comme WikiLeaks* » (Françoise Gaillard) ou du « *Big Brother électronique* » d'Hubert Védrine et de la une du 2 décembre. Le journal s'intéresse de plus en plus au contenu des documents Wikileaks et multiplie les articles consacrés à leur contenu. Dernière étape de ce brusque changement de cap (à l'heure de la rédaction de cet article) : le 10 décembre, le site Internet de *Libération* a ouvert une page intitulée « *D'autres pépites dans WikiLeaks ?* » [17]. Le journal y met à contribution ses lecteurs : « *Vous êtes allé fouiller dans les télégrammes diplomatiques sur <http://wikileaks.liberation.fr/> et vous avez fait des trouvailles intéressantes ? Discutez-en ici.* »

« *Paradoxe* », soulignait Laurent Joffrin dans son éditorial du 30 novembre. Il affirmait aussi : « [...] il est assez réconfortant de voir que les échanges secrets des grandes diplomaties sont fort peu différents, sur le fond, de leur discours public. Il faut croire que la machiavélisme qu'on prête aux gouvernants, toujours soupçonnés d'organiser de noirs complots, est moins grand dans la réalité que dans l'esprit de certains militants paranoïaques ».

Implacable sentence, largement démentie une semaine plus tard dans... *Libération* : « *Il faut vraiment être mauvais joueur pour ne rien trouver d'intéressant dans les câbles du département d'État, véritable écorché du monde tel qu'il est, que ce soit la corruption du pouvoir afghan, les liens entre le Kremlin et les mafias, ou la volonté des Saoudiens de faire bombarder Téhéran par les Américains* » [18]. À chacun ses paradoxes.

De l'hésitation au soutien revendiqué, quasi militant, en passant par une condamnation sans nuance, l'évolution de la ligne éditoriale de *Libération* sur l'affaire WikiLeaks a de quoi surprendre. Démarche opportuniste ou saine prise de conscience ? Chacun appréciera.

Notes

[1] « *L'obsession iranienne* », sur le site de *Libération*.

[2] Consultable [sur le site de Libération](#).

[3] Consultable [sur le site de Libération](#).

[4] Consultable [sur le site de Libération](#).

[5] Consultable [sur le site de Libération](#).

[6] Même si elle est en partie remise en cause par Sonia Combe, chercheuse au CNRS, qui considère la publication des télégrammes comme « *positive en tant que citoyenne* ».

[7] Consultable [sur le site de Libération](#).

[8] « *WikiLeaks, un bon vieux scoop "à l'heure d'internet" ?* », [consultable sur Rue89](#).

[9] On pourra noter ici la caractère circulaire des arguments dénonçant le conspirationnisme : en révélant des documents secrets, WikiLeaks tendrait à démontrer qu'on nous cache des choses et que les adeptes de la « théorie du complot » ont raison ; mais en ne les révélant pas, le site n'entreprendrait-il pas le secret et donc, la « théorie du complot » ?

[10] Voir l'article de Daniel Schneidermann cité ci-dessus.

[11] Consultable [sur le site de Libération](#).

[12] Position confirmée et assumée le 13 décembre par... [Laurent Joffrin himself](#) !

[13] Propos d'Hubert Védrine, dans l'interview citée ci-dessus.

[14] Consultable [sur le site de Libération](#).

[15] Consultable [sur le site de Libération](#).

[16] Consultable [sur le site de Libération](#).

[17] Consultable [sur le site de Libération](#).

[18] Éditorial du 8 décembre, cité ci-dessus.

Julien Salingue

Publié le 15 décembre 2010 par

<http://www.acrimed.org/article3499.html>

<http://groups.google.fr/group/medias-mensonges-desinformation?hl=fr>

3 Dossier

Ndlr : La publication de l'article ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

3-1 Ne tirez pas sur le messager qui révèle des vérités qui dérangent.

Traduit par [Courrier international](#)

Edité par [Esteban G.](#)

Wikileaks mérite d'être protégé, et non pas menacé et attaqué

En 1958, Rupert Murdoch, alors jeune propriétaire et directeur du *News* d'Adelaide, écrivait : "Dans le bras de fer entre que la vérité l'emporte toujours."

Il fallait peut-être y voir l'écho du travail de son père, Keith Murdoch, qui, en son temps, avait révélé que les soldats australiens les généraux britanniques sur les plages de Gallipoli. Les Britanniques tentèrent de le réduire au silence, mais Keith Murdoch, par ses efforts, il fut mis un terme à la désastreuse campagne des Dardanelles.

Près d'un siècle plus tard, c'est avec un égal courage que *WikiLeaks* diffuse des faits qui doivent être rendus publics.

J'ai grandi dans une communauté rurale du Queensland où les gens avaient coutume de dire sans détours ce qu'ils avaient vu. L'Etat interventionniste susceptible d'être corrompu si on le laissait à lui-même. (...)

Je ne l'ai jamais oublié. C'est en se fondant sur ces valeurs essentielles que *WikiLeaks* a été créé. L'idée, conçue en Australie, d'Internet d'une nouvelle façon afin de faire éclater la vérité.

WikiLeaks a apposé sa marque sur un journalisme d'un genre nouveau : le journalisme scientifique. Nous travaillons à rendre l'information, mais aussi pour en démontrer la véracité. Le journalisme scientifique vous permet de lire un article, puis de télécharger le document original à la base de l'article. Ainsi, il vous est possible de vous faire votre propre opinion : l'information est-elle exacte ?

Les sociétés démocratiques ont besoin de médias forts, et *WikiLeaks* fait partie de ces médias. Ils contribuent à garantir que les vérités dévoilées certaines vérités pénibles à propos des guerres en Irak et en Afghanistan, et publié des révélations sur la corruption. On me qualifie de pacifiste : eh bien non, je ne le suis pas. Parfois les Etats doivent entrer en guerre, et le fait est qu'il y a des moments où un gouvernement qui mente à son peuple sur ces guerres, puis qui demande à ces mêmes citoyens de mettre leur vie en danger. Si une guerre est justifiée, alors dites la vérité et le peuple décidera s'il la soutiendra ou non.

Si vous avez lu les carnets de guerre d'Afghanistan ou d'Irak, des dépêches d'ambassades américaines ou n'importe quel autre document, réfléchissez sur l'importance pour tous les médias d'être en mesure de rapporter librement ces informations.

WikiLeaks n'est pas le seul à publier les télégrammes diplomatiques américains. D'autres médias, notamment *The Guardian* aux Etats-Unis, *El País* en Espagne et *Der Spiegel* en Allemagne ont publié les mêmes câbles édités.

Mais c'est *WikiLeaks*, agissant en qualité de coordinateur auprès de ces journaux, qui a suscité les attaques et les accusations du gouvernement américain et ses agents. J'ai été soupçonné de trahison, alors que je suis de nationalité australienne et n'ai jamais été lancé aux Etats-Unis pour demander tout à fait sérieusement que les forces spéciales américaines "m'éliminent". Si on veut "pourchasser comme Oussama ben Laden", les républicains ont déposé devant le Sénat un texte visant à me déclarer ennemi public et à me débarrasser de moi en conséquence. Un conseiller auprès des services du Premier ministre canadien a, devant les caméras, déclaré que mon assassinat. Un blogueur américain a souhaité publiquement que mon fils de 20 ans, qui vit ici, en Australie, soit exécuté de me punir, moi.

Et les australiens ne devraient pas être fiers en voyant Julia Gillard et son gouvernement se ranger derrière cet état d'urgence. L'australien semble être mis à disposition des USA, de même que mon passeport australien qui m'a été retiré, ou l'espionnage par *Wikileaks*. Le Procureur Général australien collabore avec force à une enquête étatsunienne qui est clairement orientée contre les australiens pour les extradier aux USA.

Le Premier ministre australien Gillard et la secrétaire d'Etat Hillary Clinton n'ont pas émis la moindre critique à l'encontre de *WikiLeaks*. *Guardian*, *The New York Times* et *Der Spiegel* sont de grands et vieux journaux, tandis que *WikiLeaks* est encore jeune. Nous sommes les laissés-pour-compte. Le gouvernement Gillard essaie de tuer le messager, car il ne veut pas que la vérité concernant ses propres manœuvres diplomatiques et politiques.

(...)

Chaque fois que *WikiLeaks* révèle la vérité à propos d'abus commis par des agences américaines, les responsables politiques se refusent à reconnaître – probablement mensonger – que le département d'Etat américain : "Vous mettez la vie de personnes en danger". Et ensuite, ils disent que *WikiLeaks* ne publie aucun document d'importance. Que faut-il croire alors ? C'est soit l'un, soit l'autre. En réalité, ils ont faux dans les deux cas. Cela fait quatre ans que *Wikileaks* publie des documents. Pendant cette période, des milliers de personnes ont succédé et pas une seule personne n'a – à notre connaissance – eu à souffrir de nos activités. Les Etats-Unis, eux, ont tué des milliers de personnes ne serait-ce qu'au cours des derniers mois.

Robert Gates, le secrétaire américain à la Défense, a lui-même reconnu dans une lettre adressée au Congrès qu'aucun document compromis par la publication des carnets de guerre en Afghanistan. Le Pentagone a indiqué qu'il n'existait aucune preuve que les documents de *WikiLeaks* avaient pu nuire à qui que ce soit en Afghanistan. Les représentants de l'OTAN à Kaboul ont déclaré qu'aucune seule personne ayant besoin d'une protection spéciale. Le ministère australien de la Défense n'a pas dit autre chose. Le gouvernement australien n'a souffert de notre travail.

Mais nos publications n'en sont pas moins importantes. Les câbles diplomatiques US révèlent quelques faits surprenants.

► Les USA ont demandé à leurs diplomates de dérober des objets personnels et des informations de fonctionnaires de l'Homme y compris : ADN, empreintes digitales, empreintes rétiniennes, numéros de carte de crédit, mots de passe int...

violation des traités internationaux. Il est possible, même, que des diplomates australiens, à l'ONU, soient concernés.

► Le roi Abdallah d'Arabie Saoudite a demandé aux USA d'attaquer l'Iran.

► Des représentants de Jordanie et du Bahreïn veulent que le programme nucléaire de l'Iran soit arrêté par tous les m

► L'enquête britannique en Irak a été truquée pour protéger « les intérêts étatsuniens ».

► La Suède est secrètement membre de L'OTAN et le parlement n'est pas tenu informé des échanges avec le renseign

► Les USA mettent tout leur poids pour que d'autres pays acceptent des prisonniers libérés de Guantánamo. Barack C
slovène qu'à la condition que la Slovénie recueille un prisonnier. Notre voisine dans le Pacifique, la république de Kiriba
de dollars en contrepartie de l'accueil de détenus.

Dans son jugement qui a fait jurisprudence dans l'affaire dite des "papiers du Pentagone", la cour suprême américaine
complètement libre peut révéler efficacement les manipulations du gouvernement". La tempête qui s'abat aujourd'hui s
nécessité de défendre le droit de tous les médias à révéler la vérité.

Merci à [Courrier international](#)

Source: <http://www.theaustralian.com.au/in-depth/wikileaks/dont-shoot-messenger-for-revealing-uncomfortable-truths/s>

Date de parution de l'article original: 08/12/2010

URL de cette page: <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=2890>

3-2 Cecilia Escudero : Qu'est-ce que Wikileaks?

Comment fonctionne le site web qui s'emploie à récupérer et divulguer des informations confidentielles

Pour la quatrième fois cette année, le site *Wikileaks* a donné une preuve éclatante de son potentiel de contestation, im ancien hacker Julian Assange, il a réussi en quelques mois à focaliser l'attention de la presse mondiale et à se jouer, l nord-américain, désormais à la dérive.

À la fois novateur et promoteur du développement des technologies de l'information, *Wikileaks* s'est donné pour tâche informations confidentielles ou occultées, en particulier celles qui concernent les gouvernements, mais aussi les entre Selon l'information donnée par *wikileaks.org*, le travail d'information du site (où circulent plus d'un million de document monde entier » composé « de journalistes, de programmeurs informatique, d'ingénieurs de réseaux, de mathématicien la virtualité et de l'anonymat, se bat - selon le site- en faveur du libre accès à l'information, de la liberté de la presse et questions publiques.

D'après le quotidien espagnol *El País*, un « noyau dur » d'une vingtaine de personnes collabore avec près d'un millier c attache une importance particulière à la protection de ses dizaines de milliers de sources. Le fonctionnement de *Wikile* récupérer l'information sans être découvert. La protection est assurée, entre autres, par l'utilisation d'encodages indéco des messages, et le recours à de faux domaines et à divers serveurs basés dans plusieurs pays.

Pour beaucoup, ce fonctionnement bien huilé est un bel exemple d'intelligence collective. Le site reçoit également des Fondé en décembre 2006, *Wikileaks* (Wiki, pour son format, et Leaks, en anglais: filtrer) est aujourd'hui dans le collim ses saisissantes révélations, notons, en avril de cette année, une vidéo filmée d'un hélicoptère par les Forces Armées assassinant une dizaine de civils en Irak, dont deux employés de l'Agence *Reuters*. En juillet et octobre derniers, les U nouvelles fuites. Il s'agissait de reportages sur la guerre en Afghanistan (77 000 documents) et en Irak (400 000) qui r contestables de l'action des soldats nord-américains et de leurs alliés dans ces conflits.

Aujourd'hui, le talon d'Achille visé par le site n'est rien moins que le cœur de la diplomatie usaméricaine; la prochaine bancaire international.

Les analyses divergent au sujet du phénomène *Wikileaks*, et il semble trop tôt pour signaler ses effets à long terme. L problème - c'est le moins qu'on puisse dire- est le choix fait par *Wikileaks* pour médiatiser ses informations : il s'est ad internationale, *The New York Times*, *El País*, *Le Monde*, *Der Spiegel* et *The Guardian*. Il a ensuite proposé à ces médi confidentiels de la diplomatie nord-américaine afin qu'ils choisissent l'éclairage médiatique qui leur conviendrait et retr orientation et de leurs intérêts propres. Chose inouïe, les cinq groupes se sont mis d'accord pour publier l'information aspects qu'ils avaient jugés importants pour le public.

Ce qui est curieux, en définitive, c'est que les journalistes qui disposaient de l'information avaient contacté le Départe publier, ce dont la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, a profité pour présenter d'avance des excuses à ce sujet.

La structure cybernétique planétaire par laquelle transitent les communications met en relief la difficulté que les gouver futures fuites.

Il est à peu près certain que les sources anonymes à l'origine de cette gigantesque fuite se trouvent au sein même de (plus de deux millions) qui ont accès au réseau secret Siprnet, par où transitent des documents concernant les relation Étant donné le volume de l'information transmise, il semble impossible qu'on ait affaire à une seule personne motivée dissensions qui règnent au sein même du gouvernement des USA.

Pour le moment, Bradley Manning, un analyste des services secrets, âgé de 22 ans, est le seul à être emprisonné. Les de Barack Obama, jouissant de postes solides dans l'administration du pays, profitent des points faibles, jusqu'ici jalou puissance mondiale.

Cecilia Escudero

Merci à Tlaxcala

Source: <http://www.revistadebate.com.ar/printversion.php?id=3421>

Date de parution de l'article original: 03/12/2010

URL de cette page: <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=2915>

3-3 Julian Assange: « Nous allons publier des informations sensibles sur la guerre de juillet 2006 ».

Après avoir été accusé d'avoir contracté un accord avec le Mossad pour ne pas publier des documents concernant Israël, Julian Assange, fondateur de Wikileaks, a déclaré dans une interview exclusive avec la chaîne qatarie al-Jazira, qu'il possédait des milliers de documents relatifs à la deuxième guerre israélienne de Juillet 2006 au Liban aussi sur l'assassinat du haut-cadre palestinien du Hamas Mahmoud Mabhouh à Dubaï. Assange a démenti les allégations selon lesquelles il aurait conclu un accord secret avec Israël pour ne publier que les documents qui lui conviennent, ajoutant que son site compte publier prochainement des centaines de documents sur Israël, précisant qu'il a environ 3700 documents à cet égard, dont 2700 dont proviennent

d'Israël.

Et de poursuivre : « Nous n'avons aucun contact direct ou indirect avec les Israéliens, mais les services de renseignements israéliens nous surveillent et essayer d'anticiper ce que nous ferons. Je suis sûr que le Mossad s'intéresse à nous, mais il ne nous a pas contacté, il est possible qu'il soit entré en contact avec des personnes qui travaillaient dans notre institution. Mais à l'heure actuelle il n'y a pas de contact entre eux et nous. »

Il a ajouté que les rapports qui ont été publiés sur Israël jusqu'à ce jour ne représente que 1% ou 2% des documents dont nous disposons, mais il a souligné que les journaux à travers le monde se sont mis d'accord avec son site sur la publication des documents qu'ils jugent intéressants et en fonction de leur intérêt, sauf que cela peut dénoncer la subjectivité de ces journaux, et donc le site publiera tous les documents sur Israël.

Assange a révélé qu'il existe des documents sensibles, classifiées comme confidentielles, tels ceux qui concernent de la guerre d'Israël contre le Liban en été 2006, et l'autre portant sur l'assassinat du chef du Mouvement de résistance islamique (Hamas) Mahmoud Mabhouh à Dubaï, sans compter des câbles diplomatiques sur la question des passeports utilisés par le Mossad dans cet assassinat.

Il y a précisé qu'il existe un câble diplomatique intéressant sur le réseau de communication du Hezbollah au Liban, et qui parle de « fibres visuels qui sont passés à côté de l'ambassade française à Beyrouth, soulignant que cette question inquiète Washington parce que le contrôle des réseaux de communication est primordial ». Il a expliqué que ces documents secrets font souvent référence au Mossad, et évoquent des contacts à très haut niveau dans le cas de l'assassinat d'une responsabilité syrienne par un franc-tireur !

Enfin, Assange a noté que la publication de ces documents sur Israël et certains pays arabes peuvent se poursuivre pendant six mois.

Julian Assange

Publié le 23 décembre 2010

Source : Al Manar TV

<http://www.almanar.com.lb/>

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

5-1 Jonathan Azariah : Wikileaks ?

Désinformation signifie « fausse information propagée délibérément dans le but d'influencer ou de confondre des rivaux. » Les gouvernements en usent pour induire en erreur et manipuler leur population, déclencher des guerres, faire chanter d'autres régimes. C'est l'arme suprême de la presse. La plus efficace désinformation est faite de mensonges aussi bien que de faits [réels]. Wikileaks, fondé par Julian Assange, colle idéalement, jusque dans la lettre, à cette description. Il est devenu du jour au lendemain l'une des plus grandes affaires de « divulgation » de l'histoire moderne.

Pourtant, en réalité, c'est le plus grands projets de désinformation de l'histoire, et sans doute le plus pernicieux car déguisé en entreprise de divulgation de vérités. Les informations fournies par Wikileaks ne sont pas neuves, pas révolutionnaires ; elles ne font pas autant de tort à la Zunie que les gens le pensent ; il s'agit de réalités parcellaires ; et elles sont surchargées d'autant de propagande que ce que pondent au jour le jour les médias sionistes. Quelqu'un bénéficie de cette propagande. Et ce quelqu'un est l'illégitime entité usurpatrice d'Israël. Le gouvernement israélien lui-même le pense (1).

Sur l'Afghanistan ? Des balivernes

Publiée plus tôt cette année par Assange sous la forme de plus de 92.000 documents, la première grande « fuite » concernait l'Afghanistan occupé. Ces documents comportaient des « dossiers secrets » sur des meurtres de civils par la Zunie et l'OTAN, avec des histoires sur Oussama Ben Laden, un croque-mitaine mort depuis longtemps, des bêtises sur les résistants achetant des missiles air-sol, et beaucoup de mensonges sur l'ISI, l'agence de renseignement pakistanaise (2). Il n'y avait pas un seul document sur :

- la formation israélienne des résistants(3),
- les énormes profits sur la drogue du Mossad (4), de la CIA (5) et des marionnettes zuniennes, Hamid Karzaï et son frère (6),
- les liens de Karzaï avec Unocal et le Sioniste criminel de guerre Henry Kissinger (7),
- les opérations affairistes clandestines israéliennes, mises en place pour prendre le contrôle des champs pétrolifères des pays voisins, au Turkménistan, en Ouzbékistan et au Kazakhstan (8),
- la mafia judéo-russe, entièrement protégée par l'entité sioniste, qui vend des armes aux seigneurs de guerre afghans soutenus par la Zunie (9).

Pourquoi ne mentionner aucun de ces faits et opérations extrêmement importants, dangereusement préjudiciables ? Parce que, ce faisant, ça compromettrait un régime israélien déjà condamné à l'échelle internationale.

Des journalistes, des blogueurs et des militants de l'Afghanistan occupé et de l'étranger ont fait des reportages sur le grand nombre de victimes civiles là-bas depuis le début de l'intervention zunienne, il y a plus de 30 ans. Wikileaks ne révèle rien qui n'est déjà connu ; il renforce seulement la propagande sioniste sur le « bien-fondé d'une guerre contre le terrorisme. »

Sur l'Irak ? Des ânerie

Sous la forme de près de 400.000 documents, la grande « fuite » suivante de l'organisation d'Assange, qui a obtenu plus de notoriété que la précédente, concernait l'Irak occupé. Tout comme la désinformation sur l'Afghanistan occupé, elle incluait :

- des « dossiers secrets » sur des massacres de civils par des militaires zuniens, la torture à laquelle se livrent le criminel de guerre Nouri al-Maliki et ses forces (que, selon Wikileaks, des responsables militaires zuniens auraient tenté de faire cesser) (10),
 - les manquements du régime zunien à semoncer les Blackwater (XE) pour les massacres qu'ils commettent (11),
 - des exécutions brutales par l'occupant zunien et britannique mélangées à d'autres inepties sur un Al-Qaïda fictif,
 - des idioties sur l'Irak qui formerait des hommes de milices irakiennes et sur des drones iraniens survolant l'Irak (12), sur l'Irak se livrant à de la contrebande d'armes, de munitions et d'explosifs vers l'Irak (13),
 - des accusations ridicules contre le Hezbollah, le mouvement de Résistance libanaise, qui formerait des Irakiens à l'art du kidnapping d'enfant (14),
 - des attaques calomnieuses contre la Garde révolutionnaire iranienne, et d'autres affirmations absurdes sur la République islamique qui se livrerait au meurtre d'Irakiens innocents.
- Les registres de Wikileaks sur la guerre d'Irak « révèlent » aussi le nombre de victimes civiles : 66.081 (15). Ils « dévoilent » par-dessus le marché que les armes irakiennes de destruction massive ont vraiment existé, que les troupiers ont trouvé des laboratoires d'armes chimiques, des toxines adaptées au terrorisme, et des caches d'armes chimiques (16).

Il n'y avait rien de « secret » dans le fait que les forces zuniennes et britanniques massacraient, torturaient et violaient des innocents en Irak occupé. Comme en Afghanistan, avec beaucoup plus d'efficacité que Wikileaks, des journalistes Irakiens et internationaux, des blogueurs et des militants ont signalé les assassinats de civils en Irak depuis le début de l'occupation illégitime. Les militaires zuniens n'ont pas tenté de faire cesser la torture pratiquée par la marionnette al-Maliki sur des Irakiens emprisonnés abusivement, ils y ont participé. Ils lui ont ouvert la voie après l'avoir approuvée. Ils en étaient les principaux auteurs (17). Des prisons secrètes où les barbares zuniens torturent des Irakiens innocents sont en ce moment même toujours en activité (18). La Zunie a embauché des mercenaires de Blackwater pour instiller la peur et exécuter des actes de terrorisme contre le peuple irakien, bien évidemment elle ne les a pas grondés. L'armée terroriste privée du prince Erik ne faisait que ce que lui demandait le régime zunien.

Penser que le Hezbollah forme des miliciens étrangers pour se mêler aux affaires de l'État est démente pure ; Sayyed Hassan Nasrallah a lui-même déclaré à maintes reprises que, si le Hezbollah voulait renverser le gouvernement libanais, il l'aurait déjà fait (19). Ses objectifs (comme en témoignent ses actions), sont de protéger le peuple libanais, d'assurer sa sécurité et de défendre sa dignité. Le Hezbollah ne porte pas atteinte à son propre gouvernement, il est stupide de penser qu'il pourrait saper celui d'une autre nation. La propagande visant l'Irak est pathétique, il y a assez d'armes en Irak pour des éternités grâce au soutien zunien à Saddam Hussein (20), il n'est nul besoin que l'Irak fournisse en « contrebande » des armes aux milices irakiennes. Les drones volant dans le ciel irakien appartenaient à la répugnante entité sioniste, et non pas à l'Irak (21). Les autres accusations ressemblent à des machinations exhumées de quelque donjon de clubs de réflexion sionistes et de groupes de pression salivant à la destruction de la République islamique, et non pas à un travail de dénonciateur tentant de révéler la corruption pour propager la vérité. Ces accusations servent le dossier sioniste en faveur d'une frappe militaire contre l'Irak. Ces accusations poussent encore à la guerre, pas à la paix.

Wikileaks ne doit pas avoir récupéré la bonne note de service sur les victimes civiles en Irak occupé. 66.081 est loin du compte. Leur nombre a éclipsé la borne des 1,5 millions. Rien de moins que cela. Un nombre aussi faible, surtout avancé par Wikileaks, est une fausse déclaration classique, visant à protéger le régime zunien et ses sbires. C'est une insulte aux 5 millions d'orphelins irakiens et aux 5 millions de réfugiés irakiens. C'est une giflette aux morts irakiens dont les noms ne seront jamais connus parce qu'ils ont été réduits en cendres par la Zunie et l'armement israélien. Et l'idée que des troupiers zuniens auraient trouvé des armes de destruction massive en Irak, après que le mythe des armes de destruction massive irakiennes ait été déboulonné maintes et maintes fois en tant que propagande sioniste, est franchement exaspérante. Les seules armes de destruction massive en Irak sont les bombes mark-77, le phosphore blanc, et les milliers de tonnes d'uranium appauvri répandus à Bassorah, Bagdad et Falloujah par l'armée terroriste de Zunie et les agents du Mossad israéliens positionnés stratégiquement (22).

Sous le feu au nom d'Israël
Où sont les révélations sur :

- les 55 sociétés sionistes qui profitent du sang versé irakien ? (23)
- les objets volés en Irak par des agents sionistes ? (24)
- les centaines d'agents du Mossad opérant à Mossoul ? (25)
- les installations de fabrication de bombes du Mossad à Kirkouk ? (26)
- les assassins du Mossad en poste dans plusieurs villages autour de la région dévastée de Falloujah (27)
- les engins explosifs improvisés à embout d'uranium appauvri de l'entreprise sioniste Zapata Engineering, qui ont

- massacré des milliers de gens à Najaf, Karbala et Tal Afar, pour n'en nommer que quelques-uns ? (28)
- les marchands d'armes israéliens fournissant des armes aux escadrons de la mort formés par la CIA ? (29)
- le Sioniste criminel de guerre Paul Wolfowitz, introduisant des experts es torture du Shin Bet pour former l'armée zuniennne ? (30)
- la conduite des interrogatoires du Mossad et la torture dans les geôles d'Irak, notamment à Abou Ghraib ? (31)
- les faits qui reliront la guerre illégale, conçue exclusivement par des Sionistes, à Israël ?

Il n'y en a pas parce que Wikileaks ne s'intéresse pas à démasquer les véritables criminels ; son but est d'éloigner le public de la vérité pour le manipuler. C'est un tout nouveau COINTELPRO* qui recommence.

[* Ndt : programme de contre-intelligence, de brouillage de la compréhension pour embobiner les gens dans un but précis].

La première divulgation de Wikileaks visait la République islamique du Pakistan. Cette opération avait pour objectifs de donner une crédibilité à la guerre criminelle illégale d'Obama, qui avec ses attaques de drones a tué plus de 1.000 civils (32), de soulever la possibilité d'une future occupation ostensible, et de dissimuler l'ingérence d'Israël dans les territoires afghans occupés. Il est capital de remarquer que la déstabilisation du Pakistan était un objectif sioniste, puisque David Ben Gourion, l'architecte de la Nakba, en avait fait la déclaration (33).

La deuxième diffusion de Wikileaks visait la République islamique d'Iran. L'objectif de cette opération était de calomnier deux des très rares entités sur Terre résistant à Israël, le Hezbollah et l'Iran, ainsi que de dissimuler les empreintes digitales sioniste partout dans le démembrement de l'Irak. En confirmant que le programme nucléaire iranien est de nature pacifique et ne concernait en rien des fins militaires, l'AIEA avait déjà contrecarré par inadvertance le projet sioniste d'attaquer l'Iran sur la base de prémisses nucléaires (34). Les experts sionistes es controverse (hasbara) ont besoin de tenter un nouveau truc ; grâce à Wikileaks, les accusations contre l'Iran du régime Bush sioniste ont refait surface sous couvert de « révélations. » C'est truqué.

Conclusion

Une note finale est nécessaire au sujet de Julian Assange, l'homme salué comme un combattant pour la liberté, un révolutionnaire et un ami du peuple opprimé.

Lors d'une récente interview, il a déclaré, « Quand nous arrivent de tous côtés des preuves d'intrigues réelles, pour la guerre ou d'immenses fraudes financières, ça m'ennuie constamment que des gens s'occupent de prétendues conspirations comme le 11/9. » (35)

Il est ahurissant qu'Assange soit agacé par ceux qui cherchent la vérité derrière les 1,5 millions d'innocents morts en Irak occupé, les 1,2 millions de victimes dans les territoires occupés Afghanistan, et les nombreux autres innocents, hommes, femmes et enfants, morts en Palestine occupée, au Liban, Pakistan, Yémen et en Somalie. Le 11/9 est tout sauf un faux complot. Des preuves accablantes montrent que des responsables zuniens et israéliens n'avaient pas que la connaissance anticipée de l'événement, et qu'ils l'ont planifié et mis à exécution. C'était une opération sous fausse bannière de la CIA et du Mossad, montée pour protéger l'entité sioniste de toute future menace militaire et étendre dans le monde entier la domination parasitaire de la Zunie et du régime illégitime de Tel Aviv par le biais d'une « guerre contre le terrorisme » d'inspiration sioniste (36).

Celui qui, oubliant délibérément les crimes israéliens dans les territoires occupés d'Afghanistan et d'Irak, insulte les chercheurs de la vérité derrière le 11/9, diffame le mouvement vertueux du Hezbollah, propage sur l'Iran une propagande qui parachève la campagne de diabolisation infligée à la République islamique par le lobby et les médias sionistes, n'est pas un combattant pour la liberté ; ce genre d'individu est un menteur et un propagandiste.

Comme une sorte de cadeau pour jour de fête, la toute dernière « fuite » de Wikileaks sur l'Irak occupé a été remise en bloc à plusieurs grands médias publics, notamment à Al-Jazirah, au New York Times sioniste, au Der Spiegel allemand qui a diffamé le Hezbollah dans le passé en accusant odieusement la Résistance de vendre des stupéfiants (37), au journal français sous contrôle sioniste Le Monde, qui a aussi diffamé le Hezbollah récemment (38) et à The Guardian britannique. Ce n'est pas une fuite. Ce n'est pas une révélation. C'est un communiqué de presse. Un spectacle médiatique. Un cirque servant à dissimuler les véritables crimes.

Ceux qui s'intéressent aux fuites réelles, et de surcroît au vrai courage, devraient lire l'histoire de Mordechai Vanunu. Il a dénoncé le programme nucléaire israélien et a passé les 26 dernières années en Israël, 18 années consécutives dans des prisons inhumaines et 11 ans en isolement (39).

Comme l'Afghanistan, l'Irak a été anéanti par le régime sioniste. En traitant de la destruction de ces nations, et du massacre de millions de leurs habitants, il est indispensable de comprendre les crimes commis pour démêler le rôle d'Israël. Toute personne ou institution omettant cela est un ignorant, un lâche ou un collaborateur. Ces gens n'ont pas de place dans la cause pour la restitution des territoires occupés aux peuples autochtones et la traduction en justice de leurs bourreaux.

En soutenant Wikileaks, vous ne luttez contre l'occupant. Vous n'honorez pas les martyrs. Vous ne luttez pas contre l'impérialisme. Et vous ne rendez pas ses coups à l'opresseur. Vous aidez Israël et la dissimulation des activités de son réseau criminel. Wikileaks est une intox sioniste. Réveillez-vous.

Sources

- (1) Wikileaks Reports Could Halt Iran's Nuclear Drive de Yaakov Katz, Jerusalem Post
- (2) Wikileaks, Afghanistan and Pakistan de Muhammad Abdullah Gul
- (3) Framing Pakistan: How The Pro-Israel Media Enables India's Surrogate Warfare de Maidhc Ó Cathail
- (4) Intel Expert Says 9/11 Looks Like A Hollywood Show de Christopher Bollyn
- (5) The Spoils Of War: Afghanistan's Multibillion Dollar Heroin Trade de Michel Chossudovsky
- (6) Wikileaks Is Israel, Like We All Didn't Know de Gordon Duff, Veterans Today
- 7) Profil d'Unocal sur History Commons

- (8) The Great Game: The War For Caspian Oil And Gas de Christopher Bollyn
- (9) Drugs For Guns: How The Afghan Heroin Trade Is Fueling The résistants Insurgency de Jerome Starkey, The Independent ; Red Mafiya: How The Russian Mob Has Invaded America de Robert Friedman
- (10) Iraq War Documents Shed Light On Civilian Deaths, Prisoner Abuse de David Wood
- (11) Iraq War Logs: Private Militarization Run Amok de Pratap Chatterjee, The Guardian
- (12) US Shot Down Iranian Drone In Iraq, Wikileaks Confirms de Adam Weinstein
- (13) Leaked Reports Detail Iran's Aid for Iraqi Militias de Michael R. Gordon et Andrew W. Lehren, The New York Times
- (14) Wikileaks Tip Iran's Hand In Iraq de Samuel Segev, Winnipeg Free Press
- (15) Iraq War Leaks: No US Investigation Of Many Abuses de Al-Masry Al-Youm
- (16) Wikileaks Show WMD Hunt Continued In Iraq – With Surprising Results de Noah Shachtman
- (17) Iraq Today: Afflicted By Violence, Devastation, Corruption And Desperation de Stephen Lendman
- (18) Lawless Arrests, Detentions And Torture In Iraq de Stephen Lendman
- (19) Sayyed Nasrallah: Bellemare, UN Protecting False Witnesses d'Al-Manar
- (20) Ho Hum, More Wikileaks Chickenfeed de Gordon Duff, Veterans Today
- (21) Israeli Drones Said Operating Over Iraq And Afghanistan de Yossi Melman, Haaretz
- (22) The Zionist Murderers Of Iraq de Jonathan Azariah
- (23) Fifty-five Israeli companies said to be operating in Iraq under assumed names, de l'agence de presse Yaqen, traduction de Muhammad Abu Nasr
- (24) Israel Hopes To Colonize Parts of Iraq as 'Greater Israel' de Wayne Madsen. En français : Le « Grand Israël » coloniserait une partie de l'Irak
- (25) Facts Vs. Beliefs –Today's Ancient Warfare de Jeff Gates
- (26) Resistance Kills Mossad Agents In Iraq de The Egyptian Gazette
- (27) Israel's Battle In Fallujah de Rashid Khashana, Al-Hayat
- (28) Iraq IEDs: Mossad/Zapata Engineering Conspiracy? de Cloak et Dagger ; Israeli Made IEDs and US Zapata Engineering made IED Triggers Are Killing US, Canadian And NATO Soldiers de NB Gazette
- (29) Israeli Officer Sells Weapons To Terrorists In Iraq de Press TV ; CIA Death Squads Operating In Iraq d'Henry Michaels
- (30) Seymour Hersh And The Missing Zionist-Israeli Connection de James Petras
- (31) Mossad Does Interrogations in Iraqi Jails: Human Rights Group de China Radio International English ; What Were Mossad Agents With Fraudulent New Zealand Passports Doing In Iraq? de Jerry Mazza
- (32) US Drone Strikes Kill 18 In Pakistan de Press TV
- (33) Mossad And India Spy Agency Team Up, Target Pakistan de Tariq Saeedi
- (34) IAEA report: zero evidence of Iran nukes. US Orwellian corporate war media: Iran building nukes? De Carl Herman, Los Angeles Examiner
- (35) Wanted By The CIA: The Man Who Keeps No Secrets de Matthew Bell, The Independent
- (36) 9/11: Israel's Grand Deception de Jonathan Azariah
- (37) Hezbollah Denies Der Spiegel's 'Cheap Fabrications' d'Al-Manar
- (38) Le Monde: A Group Affiliated With Hezbollah Takes Photos Of The Hague de NOW Lebano
- (39) The Woman From Mossad: The Story Of Mordechai Vanunu And The Israeli Nuclear Program de Peter Hounam

*Original :

www.maskofzion.com/2010/10/wikileaks-is-zionist-poison.html

Traduction copyleft de Pétrus Lombard

5-2 Alain Gresh : La prochaine guerre.

1er mars 1973. Le président américain Richard Nixon reçoit à Washington la première ministre israélienne Golda Meir. Il l'informe que le président égyptien Anouar Al-Sadate est prêt à négocier un traité global. Tout en prétendant que son pays veut la paix, Meir répond qu'elle préfère un accord intérimaire, qu'il ne faut pas se fier aux manœuvres du Caire, qui veut d'abord un retrait israélien sur les lignes du 4 juin 1967, ensuite un retour au plan de partage voté par les Nations unies en novembre 1947, et une solution du problème palestinien dont il faudra discuter avec Yasser Arafat et « les terroristes ».

Rapportant cette conversation, à partir des documents divulgués par WikiLeaks, le journaliste israélien Aluf Benn (« Netanyahu is telling Obama what Golda told Nixon », Haaretz, 15 décembre 2010) dresse un parallèle entre la situation à l'époque où le refus israélien allait déboucher sur la guerre d'octobre 1973 et le franchissement du canal de Suez par les troupes égyptiennes, et les réponses dilatoires apportées par M. Benjamin Nétanyahou au président Barack Obama. Il rappelle que le premier ministre actuel, rentré précipitamment de Boston pour monter au front en octobre 1973, devrait « rafraîchir sa mémoire en écoutant les enregistrements des conversations entre Meir et Nixon et se demander ce qu'il peut faire pour ne pas répéter les mêmes erreurs et pousser son pays aveuglément vers un seconde désastre de Yom Kippour », une guerre qui devait coûter 2 600 soldats à l'armée israélienne.

Le refus de Tel-Aviv d'accepter la proposition du président Barack Obama de geler pour trois mois la colonisation en Cisjordanie (et non à Jérusalem-Est) en échange de promesses sans précédent, que le commentateur

Thomas Friedman (« Reality Check », New York Times, 11 décembre 2010), peu suspect de sympathies pour les Arabes, compare à une tentative de corruption pure et simple, a confirmé non seulement l'incapacité du président Obama à exercer une pression sérieuse sur Israël, mais le rejet par M. Nétanyahou du moindre compromis. Bien sûr, comme ses prédécesseurs, il prétend vouloir la paix, mais c'est la paix humiliante imposée par les vainqueurs, une paix fondée sur la négation des droits élémentaires des Palestiniens.

Lors des négociations secrètes avec les Palestiniens durant l'année qui vient de s'écouler, M. Nétanyahou a répété que tout accord nécessitait l'acceptation par les Palestiniens du « concept de sécurité » israélien, ce qui signifiait, entre autres, l'acquiescement à la présence de troupes israéliennes sur le Jourdain et le long du « mur de l'apartheid » (du côté palestinien bien sûr), et la poursuite de l'occupation d'une partie non négligeable de la Cisjordanie (Dan Ephron, « 16 hours in September », Newsweek, 11 décembre 2010). Il n'a fixé aucun terme à cette présence israélienne, sans doute censée durer jusqu'à ce que les Palestiniens deviennent « civilisés ». Ce blocage sur le front palestinien pousse l'armée israélienne à échafauder les plans de ses nouvelles guerres, fondées sur ce « concept de sécurité » qui veut que tous ceux qui refusent la domination de Tel-Aviv sur la région soient des « terroristes » qu'il faut éliminer. Aucun autre pays, pas même les Etats-Unis, n'ont une conception de la sécurité aussi extensive, une conception qui fait d'Israël un fauteur de guerres permanentes. Sur qui va fondre l'armée israélienne, contre qui portera-t-elle ses prochains coups ?

Sur Gaza ? Il y a deux ans, les blindés et l'aviation israélienne réduisaient en cendres des centaines de bâtiments et tuaient des centaines de civils, commettant ce que le rapport Goldstone qualifie de « crimes de guerres » et sans doute de « crimes contre l'humanité ». Pourtant, le Hamas est toujours solidement installé au pouvoir.

Combien de temps Tel-Aviv peut-il se résigner à cette situation ?

Sur le Liban ? En juillet-août 2006, l'armée israélienne échouait dans ses tentatives de réduire le Hezbollah, mais réussissait à détruire le pays, au mépris du droit international ; trois ans et demi plus tard, l'organisation est plus puissante que jamais et l'état-major n'écarte pas une opération majeure qui risquerait de conduire à l'occupation d'une partie du Liban (lire Anshel Pfeffer, « Is the IDF prepping for a third war with Lebanon », Haaretz, 19 décembre 2010).

Sur l'Iran ? Au risque de provoquer un conflit majeur qui s'étendrait de l'Irak au Liban, de la Palestine à l'Afghanistan ?

Personne ne peut le dire, mais, au Proche-Orient, l'absence de paix débouche forcément sur la guerre.

Contrairement à 1973, c'est Israël qui prendra l'initiative directe du conflit, sauf qu'il se heurtera non seulement à des ennemis bien plus efficaces, mais, comme le signale le militant de la paix israélien Uri Avnery (« Ship of fools 2 », Gush Shalom, 18 décembre 2010), à l'hostilité grandissante de l'opinion mondiale, hostilité dont a témoigné la reconnaissance de l'Etat de Palestine dans les frontières de 1967 par le Brésil, la Bolivie, l'Argentine, ou la lettre de 26 anciens dirigeants européens (Chris Patten, Giuliano Amato, Felipe González, Lionel Jospin, Hubert Védrine, Romano Prodi, Javier Solana, etc.) - tout sauf des extrémistes - appelant l'Union européenne à prendre des sanctions si, d'ici le printemps, le gouvernement israélien ne change pas de politique. L'organisation Human Rights Watch a publié le 19 décembre un rapport (« Israel/West Bank : Separate and Unequal ») qui souligne que les Palestiniens sont victimes de discriminations systématiques et appelle le gouvernement des Etats-Unis à réduire de plus de 1 milliard de dollars son aide annuelle à Israël (soit l'équivalent des investissements israéliens en faveur des colonies).

En conclusion, Avnery note que le soutien américain à Israël relève de l'assistance au suicide. « En Israël, une telle assistance est un crime. En revanche, le suicide ne l'est pas. Ceux que les dieux veulent détruire, ils les rendent d'abord fous. Espérons que nous retrouverons nos esprits avant qu'il ne soit trop tard. »

[Les analyses d'Alain Gresh](#)

22 décembre 2010

[http://blog.mondediplo.net/...](http://blog.mondediplo.net/)

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19